

DISCUSSION PAPER / 2011.05

ISSN 2033-7329



Pratiques de vote et pensées politiques des électeurs durant les élections de 2010 au Burundi

Hélène **Helbig de Balzac**

Bert **Ingelaere**

Stef **Vandeginste**

Comments on this Discussion Paper are invited.
Please contact the authors at: **bert.ingelaere@ua.ac.be**

Instituut voor Ontwikkelingsbeleid en -Beheer
Institute of Development Policy and Management
Institut de Politique et de Gestion du Développement
Instituto de Política y Gestión del Desarrollo

Postal address:	Visiting address:
Prinsstraat 13	Lange Sint-Annastraat 7
B-2000 Antwerpen	B-2000 Antwerpen
Belgium	Belgium

Tel: +32 (0)3 265 57 70
Fax: +32 (0)3 265 57 71
e-mail: iob@ua.ac.be
<http://www.ua.ac.be/iob>

Pratiques de vote et pensées politiques des électeurs durant les élections de 2010 au Burundi*

Hélène **Helbig de Balzac****

Bert **Ingelaere*****

Stef **Vandeginste****/***

Novembre 2011

*... Les données de cet article ont été récoltées dans le cadre d'un projet "Pool des journalistes" mis en oeuvre par l'organisation non gouvernementale La Bénévencija en 2010 et financé par le DFID (UK Department for International Development). Les résultats et opinions ne reflètent pas le point de vue de La Bénévencija ou du DFID ni de leurs représentants à Bujumbura.

**... Hélène Helbig de Balzac est sociologue/consultant en évaluation pour diverses ONG (concernant principalement la politique, la gouvernance, les élections et les médias).

***... Bert Ingelaere est chercheur à l'Institut de Politique et de Gestion du Développement, Université d'Anvers.

****... Stef Vandeginste est chargé de cours à l'Institut de Politique et de Gestion du Développement et chargé de recherches du Fonds de la Recherche Scientifique – Flandre (FWO) à la Faculté de Droit, Université d'Anvers.

*****... Hélène Helbig de Balzac et Bert Ingelaere ont mis au point la conception de la recherche ; elles étaient chargées de la supervision des activités de la recherche, de l'analyse et de l'interprétation des données. Hélène Helbig de Balzac supervisait la collecte des données sur le terrain au Burundi et était responsable du traitement de ces données. Stef Vandeginste a analysé pour sa part l'évolution historique des élections au Burundi et les résultats macro-politiques des élections de 2010.

TABLE OF CONTENTS

	ABSTRACT	6
	RESUME	6
1.	INTRODUCTION	7
2.	LES ELECTIONS DE 2010 DANS LEUR CONTEXTE DE VINGT ANS DE TRANSITION POLITIQUE	8
2.1	BREF APERÇU HISTORIQUE : ÉLECTIONS ET TRANSITION	8
2.2.	LES ÉLECTIONS DE 2010 : ENJEUX ET RÉSULTATS AU NIVEAU NATIONAL	10
3.	METHODOLOGIE	15
4.	LA PRESENCE AUX MEETING POLITIQUES	17
5.	LA CONNAISSANCE DES PERSONNALITES NATIONALES ET LOCALES DES DIFFERENTS PARTIS POLITIQUES	20
6.	LA PARTICIPATION AUX DIFFERENTES ELECTIONS	22
7.	MOTIVATIONS DE VOTE ET PENSEES POPULAIRES EN PERIODE ELECTORALE	26
7.1.	LES « GROUPES D'ÉLECTEURS »	26
7.2.	LA MOTIVATION GÉNÉRIQUE ET LE DÉSINTÉRÊT	27
7.3.	OPPORTUNISME ET CLIENTÉLISME	30
8.	A PERCEPTION DU DEGRE DE PREOCCUPATION DES PARTIS POLITIQUES EN REGARD DES FORTES PREOCCUPATIONS DE L'ÉLECTORAT	33
8.1.	DIFFÉRENCES SELON LES RÉGIONS ET LES « GROUPES D'ÉLECTEURS »	35
9.	CONCLUSION	41
10.	REFERENCES	43

ABSTRACT

A scholarly consensus exists regarding the fact that electoral processes can facilitate democratisation but can equally be the source of instability and/or advance authoritarian rule. Generally, these processes are analyzed by focussing on macro-political institutions and actors. This paper, however, presents a « bottom-up » analysis of the 2010 electoral process in Burundi through the analysis of survey results that are representative for the Burundian electorate. The results reveal the existence of two regional tendencies regarding “political mobilisation”. In addition, four major “electoral groups” can be identified throughout the Burundian territory. Although the “generic” motivation to exercise civic rights and democratic duties through elections is widespread throughout these electoral groups and regions, the findings reveal that an important part of the electorate is either disinterested or characterized by populist or clientelistic thinking and behaviour. The findings also suggest the existence of a divide between the perceived preoccupations of the political class and the aspirations of the ordinary population. Situated in the context of twenty years of political transition in Burundi, these “pragmatic” and “populistic” practices and local ways of political thinking observed during the 2010 electoral process reveal the danger of an instrumentalisation of these tendencies by anti-democratic and/or violent “forces”. Secondly, it raises the question how to democratize Burundi’s political transition in substance, thus also in local popular thoughts and practices.

RESUME

Il existe un consensus scientifique concernant le fait que les processus électoraux peuvent faciliter la démocratisation mais peuvent également être la source d’instabilité ou encore amener un régime autoritaire. Généralement, ces processus sont analysés en mettant l’accent sur les acteurs et les institutions politiques macros. Cet article présente toutefois une analyse par le bas du processus électoral de 2010 au Burundi par le biais de l’analyse des résultats d’un sondage représentatif de l’électorat burundais. Les résultats révèlent l’existence de deux tendances régionales sur le plan de la « mobilisation politique ». En plus, quatre grands « groupes d’électeurs » peuvent être distingués au sein du territoire burundais. Bien que la motivation « générique », c’est-à-dire l’exercice des droits civiques grâce à des élections, soit très répandue dans l’ensemble de ces groupes d’électeurs et les diverses régions du pays identifiées, les résultats révèlent qu’une partie importante de l’électorat est désintéressée ou alors caractérisée par des comportements et des pensées populistes ou clientélistes. Les résultats indiquent également l’existence d’un fossé entre la perception des préoccupations de la classe politique et les aspirations de la population ordinaire. Situées dans le contexte de vingt années de transition politique au Burundi, ces pratiques « pragmatiques » et « populistes » et les modes de pensée politique observés au niveau local durant le processus électoral de 2010 révèlent le danger d’une instrumentalisation de ces tendances par des « forces » antidémocratiques et/ou violentes. En second lieu, se pose également la question de savoir comment démocratiser en substance la transition politique du Burundi, donc aussi dans les pratiques et les pensées populaires locales.

1. INTRODUCTION¹

Ce papier offre une analyse par le bas du processus des élections successives qui se sont déroulées au Burundi entre mai et septembre 2010. En adoptant la perspective (très souvent oubliée) de l'électeur burundais, il essaie de comprendre les enjeux des élections tels qu'ils ont été perçus au niveau des citoyens et des communautés, ainsi que les motivations (politiques, idéologiques, matérielles et autres) qui ont conduit à leur comportement électoral particulier. Bien évidemment, les constats de notre recherche doivent être placés dans le contexte des dynamiques macro-politiques au niveau national menant aux élections de 2010 et de leurs résultats (voir section 2).

La recherche qui a donné lieu à ce papier s'est déroulée entre janvier et décembre 2010. Les données ont été récoltées durant la période des élections de 2010 au Burundi². Deux stratégies de recherche ont été utilisées. L'une quantitative à travers deux vagues de sondage auprès de la population burundaise en âge de voter (à partir de 18 ans) : une enquête pré-électorale, vague 1, en mars 2010, et une enquête post-électorale, vague 2, en août 2010. Deux fois 2000 interviews ont été réalisées à travers tout le territoire burundais sur base d'un plan de sondage qui livre des résultats représentatifs de la population burundaise en âge de voter. La deuxième stratégie fut qualitative et a eu lieu à travers des groupes de discussion. Les verbatims issus de ces groupes permettent d'illustrer les observations faites des données quantitatives. La méthodologie est expliquée dans la section 3.

L'analyse et la présentation des résultats sont structurées autour de cinq chapitres. Un premier chapitre aborde les pratiques des électeurs en termes de participation aux différents meetings politiques. Il s'agit d'un indicateur qui permet de rendre compte, entre autres, des affinités avec tel ou tel parti politique. Un deuxième chapitre porte sur la connaissance des personnalités nationales et locales composant les différents partis politiques. Un troisième chapitre aborde le degré de participation aux différentes élections de 2010. Ce nouvel indicateur permet de mettre en exergue les pratiques de vote de la population burundaise. Ces trois chapitres fournissent des résultats intermédiaires qui nous permettent par la suite de délimiter des « groupes d'électeurs burundais ». Cette segmentation en groupes d'électeurs constitue une grille d'analyse pour les chapitres suivants. Un quatrième chapitre aborde les questions relatives aux motivations de vote. Le cinquième chapitre examine la perception du degré de préoccupation des partis politiques touchant une série de sujets concrets en regard des fortes préoccupations de l'électorat. Cette analyse est faite tant au niveau national qu'au niveau des différents groupes d'électeurs.

Ces chapitres sont structurés en trois parties : en premier lieu, les données brutes présentées dans les tableaux et les graphiques ; en second lieu, l'observation des données les plus pertinentes ; et pour finir, une tentative d'interprétation des données. Néanmoins, il s'agit toujours d'hypothèses, qui, le cas échéant, seront difficiles à confirmer à 100% mais qui, dans leur ensemble, donneront lieu à une certaine lecture des élections par le bas.

[1] Les auteurs remercient Filip Reyntjens et Eva Palmans qui ont formulé des commentaires intéressants au sujet de versions antérieures de ce papier. Notre reconnaissance va aussi à nos assistants de terrain au Burundi.

[2] Cette recherche a été financée par le UK Department for International Development (DFID) dans le cadre d'un financement à l'ONG La Benevolencija pour le projet « Pool de journalistes ». L'objectif général de cette recherche était de mesurer l'impact des productions médiatiques réalisées lors du processus électoral de 2010 auprès de la population burundaise en âge de voter. Voir : La Benevolencija, Médias pour une responsabilité citoyenne : utilité, efficacité et impact, rapport de recherche, Bujumbura, La Benevolencija, décembre 2010.

2. LES ELECTIONS DE 2010 DANS LEUR CONTEXTE DE VINGT ANS DE TRANSITION POLITIQUE

Il est difficile – et peu souhaitable – d’isoler les pratiques et dynamiques électorales locales de leur contexte, aussi bien burundais que plus global, les élections étant devenues l’ultime critère d’évaluation de performance démocratique aux yeux de plusieurs bailleurs de fond et autres acteurs internationaux. Cette section placera, d’abord, le processus électoral récent dans le contexte mouvementé de la transition politique burundaise de ces vingt dernières années. Ensuite, quelques enjeux et résultats des élections de 2010 sur le plan national seront résumés.

2.1 Bref aperçu historique : élections et transition

Avant de tourner notre attention vers les motivations électorales et les pratiques de vote des Burundais, essayons de placer la participation de ces derniers aux élections dans le contexte politique des (multiples) transitions que le pays a connues ces vingt dernières années. En effet, le Burundi a d’abord été régi, au début des années 1990, par un régime à parti unique de nature autoritaire (dominé par un groupe démographiquement minoritaire). S’est ensuite mis en place un système multipartite à aspiration démocratique. Après l’échec de cette transition politique, le Burundi a vécu une deuxième transition, celle d’une situation de conflit armé interne vers une situation de paix. Dans la présente section, nous allons tenter de mettre l’accent sur le rôle qu’ont joué les élections dans le cadre de ces deux transitions. Pour le dire brièvement, l’expérience burundaise est une parfaite illustration d’une théorie plus réaliste concernant les atouts et les contraintes des élections, qui, dans la vision « traditionnelle », étaient présentées comme étant l’instrument démocratique par excellence. Il est maintenant reconnu dans la littérature qu’un processus électoral peut être porteur d’un potentiel de démocratisation mais également d’un risque d’instabilité et de retour à un régime plus autoritaire encore que précédemment (Lindberg, 2009).

Depuis 1990 et l’introduction, en 1992, d’une Constitution démocratique inaugurant la retour au multipartisme – que le Burundi avait déjà connu pendant les premières années d’indépendance, jusqu’au renversement du royaume par la république en novembre 1966 – les Burundais ont voté à trois occasions : en 1993, en 2005 et en 2010.

En 1993, pendant environ quatre mois, le Burundi a été applaudi comme exemple particulièrement réussi de la soi-disant troisième vague de démocratisation (Huntington 1991). Les élections de juin 1993 ont vu la victoire d’un nouveau venu sur la scène politique, le parti Frodebu (Front pour la démocratie au Burundi), lors des élections législatives et l’élection présidentielle, avec son candidat Melchior Ndadaye battant le président sortant Pierre Buyoya, candidat de l’ancien parti unique Uprona (Parti de l’unité pour le progrès national). Même si le score obtenu par le Frodebu lors des élections législatives (72,5% contre 21,8% pour l’Uprona) ne reflétait pas exactement la composition démographique du Burundi (supposée être d’environ 85% de Hutu pour 14% de Tutsi), il était difficile de ne pas y voir un vote démocratique qui était en même temps largement ethnique. Dans un pays où des événements sanglants tels qu’ils se sont produits entre autres en 1972 et 1988 sont perçus de façon radicalement divergente par au moins une bonne partie de l’opinion hutu (voir par exemple Nsanze, 2002) et tutsi (voir par

exemple Rutamucero 2007), on peut s'attendre à ce que la compétition politique et électorale non seulement reflète mais risque de renforcer également le clivage ethnique (Reilly 2008). Qu'en était-il au Burundi ?

Premièrement, le nouveau gouvernement Ndadaye prenait soin, notamment au plus haut niveau des institutions politiques, d'accorder des postes importants à des Tutsi ; et le président avait même nommé un Premier ministre tutsi. Ce faisant, il allait plus loin que le minimum requis par la constitution, laquelle était inspirée par un désir de partage de pouvoir à caractère consociatif (par exemple, en stipulant que le gouvernement devait «être composé dans un esprit d'unité nationale en tenant compte des diverses composantes de la population burundaise», art. 86). Deuxièmement, malgré cette politique d'inclusion, le pays a vite connu une politique de 'frodébisation' à plusieurs niveaux de l'administration publique (Reyntjens, 2000). Pour une partie de l'élite politique tutsi, la défaite électorale constituait une menace, parce qu'elle ne pouvait que mettre en péril l'accès que lui garantissait le pouvoir politique à de multiples ressources : des emplois, des crédits, des bourses, des terres, des contrats, de l'aide internationale, etcetera. Troisièmement, une partie de l'élite tutsi, craignant que la défaite électorale lui fasse inévitablement perdre le contrôle de l'instrument de protection de la sécurité de la minorité démographique, a alors utilisé son veto (Sullivan, 2005). Lors d'un coup d'Etat militaire, Ndadaye et de nombreux autres dignitaires hutu du Frodebu ont été assassinés en octobre 1993.

Ce fut le coup d'envoi de la période la plus violente dans l'histoire du pays et, à partir de juin 1993, le début d'une guerre civile qui allait durer environ quinze ans, faisant des centaines de milliers de victimes. Sur le plan politique, le vide institutionnel qu'avait laissé le coup d'Etat a donné lieu à ce qui, du côté hutu notamment, a été perçu comme une annulation ou tout au moins une renégociation des résultats des élections. Les accords de Kigobe du Novotel, puis la convention de gouvernement de 1994 – qui constituait surtout un catalogue de postes à accorder aux deux grandes familles politiques – n'ont pu apaiser les tensions politico-ethniques. Il s'en est suivi également une décomposition du paysage politique – tendance qui n'a d'ailleurs pas encore pris fin et qui fait qu'aujourd'hui le Frodebu original à lui seul a donné lieu à la mise en place d'au moins quatre autres partis dits principalement hutu, le CNDD (Conseil national pour la défense de la démocratie), le CNDD-FDD (Conseil national pour la défense de la démocratie – Forces de défense de la démocratie), duquel sont sortis par la suite l'UPD (Union pour la paix et le développement), et finalement le Frodebu Nyakuri (ou Frodebu dit 'véritable' - Nyakuri).

L'Accord de Paix et de Réconciliation pour le Burundi du 28 août 2000 fut un compromis entre les deux grands axes politiques, un G7 principalement hutu autour du FRODEBU et un G10 principalement tutsi autour de l'UPRONA. Il contenait l'ébauche d'une nouvelle Constitution – cette fois-ci à caractère consociatif renforcé, afin de protéger la minorité démographique tutsi – et d'un système électoral déviant en grande mesure du modèle purement majoritaire qui, dans le contexte particulier burundais, ne pouvait nullement marier démocratie et stabilité. Contrairement à ce que laisse croire son titre, l'Accord d'Arusha ne pouvait pas mettre terme au conflit armé sans la négociation d'un accord avec les deux principaux mouvements rebelles, le CNDD-FDD (accord signé en novembre 2003) et le Palipehutu-FNL (accord signé en septembre 2006, mais finalement mis en œuvre, après de multiples obstacles, en décembre 2008). Pour chacune des deux rébellions, les élections – et surtout l'espoir d'une victoire électorale – constituaient

la carotte tendue par les négociateurs internationaux afin de les convaincre à se transformer de mouvement armé en parti politique. Même s'il n'était pas signataire de l'Accord d'Arusha, le CNDD-FDD a accepté le cadre réglementaire électoral qui y fut négocié. Par conséquent, malgré une victoire électorale écrasante en 2005, le CNDD-FDD s'est vu obligé d'inclure des ministres issus des partis FRODEBU et UPRONA dans le gouvernement de coalition. Quelques mois seulement après la mise en place du gouvernement, le CNDD-FDD s'est vu les mains liées – notamment après une dissidence interne autour de Hussein Rujaburwa – par les quotas, proportionnalités corrigées et majorités qualifiées requises par la Constitution (Vandeginste, 2008).

2.2. Les élections de 2010 : enjeux et résultats au niveau national

Etant donné cette expérience électorale dans le cadre d'une transition politique tumultueuse et sanglante, quelques grands défis s'en sont suivis pour les élections de 2010. Les deuxièmes élections d'après-guerre seraient-elles en mesure – comme le prédit une partie de la littérature (Lindberg, 2006) – de permettre au Burundi de faire un pas en avant vers une démocratie renforcée ? Est-ce que le contrôle de l'Etat par le parti dominant, y compris au niveau de l'administration locale, de la police et du service de renseignement, permettrait d'avoir des élections réellement libres et régulières ? Au contraire, la compétition électorale risquerait-elle de faire renaître les démons ethniques à peine mis sous contrôle ? Est-ce que le système complexe de partage du pouvoir consociatif burundais serait en mesure de rassurer les perdants des élections de manière à leur faire accepter la défaite, et, ainsi, d'éviter un retour en arrière, c'est-à-dire à la fin de cette paix si difficilement acquise et inévitablement encore très fragile ? Quel serait le succès électoral des quelques nouveaux venus, tels que le parti FNL (Forces nationales de libération) d'Agathon Rujaburwa (parti qui, de même que le CNDD-FDD l'avait fait en 2005, se présentait comme la force du changement), le parti de l'UPD (celui de l'ancien homme fort du CNDD-FDD, Hussein Rujaburwa) et enfin le parti MSD (Mouvement pour la solidarité et la démocratie) d'Alexis Sinduhije ?

Après une campagne pré-électorale excessivement longue, marquée par de grandes controverses autour de la mise en place de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) et du nouveau Code électoral (adopté en septembre 2009), ainsi que par des tensions politiques violentes sur le terrain (Human Rights Watch, 2010), le marathon électoral s'est finalement mis en route, en commençant par les élections communales du 24 mai. Pendant cinq mois, à savoir de mai à septembre 2010, cinq élections à différents niveaux ont été organisées : des élections communales (24 mai), l'élection présidentielle (28 juin), les élections législatives (23 juillet), sénatoriales (28 juillet) et collinaires (7 septembre). Des 44 partis politiques agréés, 23 ont participé aux élections communales. Le tableau 1 donne un aperçu des résultats obtenus par les huit partis qui ont présenté des listes de candidats dans au moins 100 des 129 communes burundaises.

TABLEAU 1 - ÉLECTIONS COMMUNALES

Taux de participation: 90.6%		
Parti	% des votes	Sièges
CNDD-FDD	64.03	1203
FNL	14.15	291
UPRONA	6.25	152
FRODEBU	5.43	123
MSD	3.75	92
UPD	2.21	32
FRODEBU NYAKURI	1.36	8
CNDD	1.26	19

Source: les auteurs

D'un côté, le tableau montre clairement le triomphe électoral du parti CNDD-FDD. D'un autre côté, comparé aux résultats des élections communales de 2005 (62.6% des votes), le score obtenu par ce parti n'est pas tellement surprenant. Ce qui avait changé – et ce qui explique sans doute en partie la réaction des partis d'opposition (voir infra) – c'étaient les attentes des autres partis.

Les résultats sur le plan national tels que représentés par le tableau cachent la diversité sur le plan régional. En effet, le CNDD-FDD obtient son score le plus élevé à Karusi et à Ngozi, province d'origine du Président Nkurunziza. Partout ailleurs, il obtient une majorité absolue des votes, à l'exception de trois provinces (Bujumbura mairie, Bururi et Bujumbura). Etant donné que la domination politique du CNDD-FDD est donc clairement moins absolue dans la capitale et dans la province adjacente, ceci pourrait, à moyen terme, constituer un facteur d'instabilité pour le régime.

Face aux résultats des élections communales, douze partis d'opposition (y compris le FNL, le Frodebu, le CNDD, le MSD et l'UPD, mais pas l'Uprona, qui a opté pour une position stratégique entre le CNDD-FDD et l'opposition) ont tout de suite mis en place une coalition ADC-Ikibiri (Alliance des démocrates pour le changement au Burundi³) et dénoncé la fraude électorale massive qui aurait conduit aux résultats inattendus. Ils font surtout référence au climat généralisé d'intimidation des électeurs (notamment suite aux activités menées par les jeunes militants du CNDD-FDD, les imbonerakure (littéralement : « ceux qui voient loin »), dans plusieurs provinces notamment au nord du pays), au secret du vote à peine protégé par des isoloirs qui n'assuraient pas une totale confidentialité, à la pratique systématique de bourrage des urnes, aux coupures d'électricité au moment du décompte des votes, etc.) (ADC-Ikibiri 2010). Nonobstant l'appréciation quant au bon déroulement des élections par les observateurs tant nationaux qu'internationaux, l'ADC-Ikibiri a exigé l'annulation des élections communales, le remplacement de la commission électorale et le lancement d'un processus de dialogue politique, avec médiation internationale, entre le CNDD-FDD et l'opposition afin de préparer un nouveau processus électoral.

[3] Font partie de cette alliance : ADR, CDP, CNDD, FEDS-SANGIRA, FNL, MSD, PARENA, PIT, PPRRR, RADEBU, FRODEBU et UPD.

Dès les premiers jours de la mise en place de ce processus, il a été clair que la stratégie de la coalition de l'opposition consistait avant tout dans une remise en question de la légitimité des élections du point de vue du monde extérieur, c'est-à-dire des principaux partenaires internationaux du Burundi. S'ils réussissaient à convaincre les représentants de la communauté internationale de ne pas cautionner les étapes suivantes du processus électoral, tout devenait possible et tout serait à renégocier. Comme l'expérience burundaise après les élections de 1993 et les expériences plus récentes au Kenya et au Zimbabwe l'avaient démontré, il n'est pas exclu de renégocier un mauvais résultat électoral – à condition qu'on soit en mesure de démontrer la violence politique sur une échelle suffisamment importante. Malgré les efforts de hauts représentants de la communauté internationale, alarmés par le risque d'instabilité liée à une contestation des résultats obtenus aux élections communales – ainsi que par le nombre d'explosions de grenades dans plusieurs parties du pays –, les dits représentants n'ont pas pu convaincre les leaders des partis d'opposition à rejoindre le processus électoral, et ce malgré la possibilité pour certains d'entre eux, notamment le FNL et le Frodebu, de faire partie du futur gouvernement à la seule condition d'obtenir 5% des votes lors des élections législatives. Toutefois, adoptant une décision stratégique de nature à sauver le caractère pluraliste des élections, le parti Uprona décida de participer à ces élections législatives, malgré son boycott de l'élection présidentielle – un boycott qui ne lui coûtait rien car il n'avait aucun espoir de la gagner.

Après le retrait de six des sept candidatures initiales, le premier (et unique) tour de l'élection présidentielle a eu lieu le 28 juin. Le taux de participation fut de 76.98% et l'unique candidat, Pierre Nkurunziza, a obtenu 91.6% des votes. Assez paradoxalement, la réponse populaire à l'appel au boycott fait par l'opposition a largement confirmé le résultat des élections communales, ce qui pourrait être vu comme un indicateur de leur régularité. En effet, le taux de participation a été particulièrement moins élevé dans les trois provinces où le CNDD-FDD n'avait pas obtenu une majorité absolue lors du scrutin communal.

A part quelques candidats indépendants et quelques petits partis généralement inconnus du grand public, trois partis ont participé aux élections législatives du 23 juillet : le CNDD-FDD, le Frodebu Nyakuri – généralement considéré comme un parti satellitaire créé avec l'appui actif du CNDD-FDD afin de diviser le Frodebu de Léonce Ngendakumana – et l'Uprona. Tout comme lors de la présidentielle, le taux de participation aux élections législatives a été particulièrement réduit dans les provinces susmentionnées (Bujumbura mairie, Bujumbura et Bururi). L'Uprona aussi bien que le Frodebu Nyakuri ont pu largement bénéficier de leur participation et du boycott des autres partis. L'Uprona, qui a quasiment doublé son score, a pu envoyer – après cooptation – 17 députés à l'Assemblée nationale et, ayant obtenu plus de 5% des votes, s'est garanti une participation dans le gouvernement de coalition. Ces mêmes fruits ont été recueillis par le Frodebu Nyakuri de Jean Minani (tableau 2).

TABLEAU 2 – ELECTIONS ASSEMBLÉE NATIONALE

		Taux de participation: 66.68%			
		Sièges (après cooptation)			
Parti	% des votes	Hutu	Tutsi	Twa	Total
CNDD-FDD	81.19	54	27	0	81
UPRONA	11.06	5	12	0	17
FRODEBU NYAKURI	5.88	3	2	0	5
Twa				3	3
Total		62	41	3	106

Source: les auteurs

Le 28 juillet a eu lieu l'élection (indirecte) des sénateurs, choisis par des collègues électoraux provinciaux composés en fonction des résultats des élections communales. Il n'était dès lors nullement surprenant de voir le parti CNDD-FDD obtenir la grande majorité des sièges au Sénat (tableau 3). Tout comme pour l'Assemblée nationale, la composition du nouveau Sénat est conforme aux dispositions de la Constitution (y compris la parité ethnique et la participation d'un minimum de 30% de femmes).

TABLEAU 3 – ELECTIONS DU SÉNAT

Parti	Sièges			
	Hutu	Tutsi	Twa	Total
CNDD-FDD	17	15	0	32
UPRONA	0	2	0	2
Anciens présidents (sénateurs à vie)	2	2	0	4
Twa (cooptés)			3	3
Total	19	19	3	41

Source: les auteurs

Résumons quelques grandes conclusions à tirer du processus électoral au niveau national (voir: Vandeginste, 2011; voir aussi Palmans 2011). Tout d'abord, la désastreuse stratégie des partis d'opposition saute aux yeux. Malgré le cadre constitutionnel et le système électoral particulièrement favorable aux perdants des élections (notamment suite aux multiples mécanismes de proportionnalité), l'opposition autre que celle représentée par l'Uprona est aujourd'hui totalement absente du parlement. Dans la mesure où le boycott électoral des partis membres de la coalition ADC-Ikibiri était basé sur un calcul stratégique – 'renégocier' le résultat des élections pour s'assurer une représentation au sein des institutions – il s'est soldé par un échec. Deuxièmement, la question s'impose de savoir si, vingt ans après l'abolition du régime de parti unique, les Burundais n'ont pas voté pour un retour à un système de monopartisme de fait? En d'autres termes, est-ce que le pluralisme politique au sein des institutions burundaises est devenu tellement insignifiant que, d'ici cinq ans, nous serons obligés de conclure que les élections de 2010 ont conduit vers la mise en place d'un régime autoritaire hégémonique qui ne peut plus perdre les élections qui suivront? Troisièmement, le CNDD-FDD peut, juridiquement parlant, modifier quasi unilatéralement la Constitution, y compris en ce qui concerne les

équilibres ethniques inscrits et considérés, notamment par la minorité démographique tutsi et surtout par les acteurs politiques tutsi, comme une indispensable assurance-vie contre une dominance politique de la majorité démographique hutu. Le CNDD-FDD le fera-t-il ? Quatrièmement, quel est l'avenir pour les partis d'opposition qui se retrouvent actuellement en dehors des institutions ? Est-ce que certains d'entre eux opteront pour la violence politique, ce qui pourrait mettre en péril les acquis du processus de paix difficilement obtenus ? Et les partis en question pourraient-ils bénéficier de l'appui indispensable des Burundais ?

Alors que ces questions touchent plutôt à l'avenir politique du Burundi et qu'elles sont plutôt de l'ordre macro-politique, le processus qu'on analyse dans les pages suivantes se situe dans la période des élections précédentes et au niveau micro, à la fois sur les collines burundaise et dans les pensées des habitants de ces collines. Mais l'objectif est non seulement de comprendre le déroulement de cette période des élections à ce niveau, mais également d'apprendre quelque chose à travers cet exercice pour mettre les évolutions ultérieures de la constellation politique actuelle au niveau macro en perspective.

3. METHODOLOGIE

Deux stratégies ont été utilisées pour collecter les données de cette recherche. L'une quantitative : des enquêtes auprès de la population burundaise en âge de voter (à partir de 18 ans), en deux vagues ; l'autre qualitative, à travers des groupes de discussion. La stratégie quantitative a été de réaliser une "enquête barométrique" en deux vagues⁴: une enquête pré-électorale, vague 1, en mars 2010, et une enquête post-électorale, vague 2, en août 2010⁵. Lors de ces deux vagues ont été réalisés deux fois près de 2.000 interviews en face à face, à travers tout le territoire burundais.

Le territoire fut constitué en cinq "ensembles" ou "zones de provinces" (graphique 1). Ces zones de provinces ont été définies selon des critères précis tels que la proximité géographique, les tendances politiques, les zones de rapatriés, les ressemblances entre les conflits (fonciers, ethniques,...), conformément aux études menées antérieurement par des organisations partenaires⁶. Il s'agit des ensembles suivants : Centre, avec Bujumbura Mairie ; Sud, avec les provinces de Bururi, Rutana, Makamba, Ruyigi ; Centre/Est, avec les provinces de Mwaro, Muramyva, Gitega, Cankuzo, Karuzi ; Nord/Est, incluant les provinces de Ngozi, Kayanza, Muyinga, Kirundo, et finalement Nord/Ouest avec les provinces de Cibitoke, Bubanza, Bujumbura (anciennement dite, Bujumbura Rural)⁷.

Au cours de chaque vague (de sondage) 400 interviews ont été réalisées dans chaque ensemble de provinces. Les échantillons de la première vague et de la seconde vague sont totalement similaires. Ils approchent chacun une représentativité de la population burundaise en âge de voter (à partir de 18 ans) selon les critères suivants : le genre⁸ ; l'âge (18 - 25 ans, 26 - 40 ans, 41 ans et plus)⁹ ; le type de milieu de résidence (urbain / rural)¹⁰.

[4] L'information supplémentaire sur le recrutement et la formation des enquêteurs ainsi que sur le déroulement du travail de terrain est disponible dans le rapport de recherche : La Benevolencija, Médias pour une responsabilité citoyenne : utilité, efficacité et impact, rapport de recherche, Bujumbura, La Benevolencija, décembre 2010..

[5] Les résultats présentés dans ce papier viennent de l'enquête post-électorale, sauf si c'est indiqué différemment.

[6] Un plan de sondage fut validé par l'ISTEEBU (Institut de Statistiques et des Etudes Economiques du Burundi)

[7] La province de Bujumbura (Mairie) constitue un ensemble à part car c'est la province incluant la capitale, Bujumbura; cette province a donc des caractéristiques propres à une capitale (niveau socio-économique plus élevé, population 100% urbaine,...). Les provinces de Bururi, Rutana, Makamba et Ruyigi se situant dans le Sud du pays ont des caractéristiques communes. Ces provinces ont toujours été influencées par des problèmes de réfugiés et de rapatriés. Et elles ont connu des influences de la Tanzanie, compte tenu de leur localisation. Suite au retour des réfugiés, ces provinces sont aussi le lieu de nombreux conflits fonciers. Les provinces de Mwaro, Muramyva, Gitega, Cankuzo et Karuzi se situent au Centre/ Est du pays. Les provinces de Gitega (la province la plus peuplée du Burundi) et Karuzi ont connu beaucoup de pertes humaines durant les différents conflits inter-Burundais. Les provinces de Karuzi et de Cankuzo connaissent de nombreuses influences tanzaniennes. Enfin, Mwaro et Muramyva, composées de Burundais plus conservateurs, n'ont pas été très affectées par les différentes crises sociopolitiques que le Burundi a connues. Les provinces de Ngozi, Kayanza, Muyinga et Kirundo se situent au Nord/Est du Burundi. Kirundo a toujours connu des influences culturelles, socioéconomiques et politiques du Rwanda, comme aussi, dans une moindre mesure, la province de Muyinga. Kayanza et Ngozi sont des provinces caractérisées par un climat de méfiance qui va parfois jusqu'aux confrontations violentes entre les grands partis politiques. Cette situation s'explique, entre autres, par le fait que les leaders des grands partis proviennent tous du Nord du pays. Ceci s'applique effectivement aux partis CNDD-FDD et FNL (Ngozi) et FRODEBU (Kayanza – si on prend Ndayizeye comme leader), alors que, pour les partis Uprona et CNDD, ce n'est pas le cas. Pour l'UPD, c'est effectivement le cas si on prend Kampayano (Ngozi) ou Feruzi (Muyinga) comme leaders, et le leader Hussein Radjabu provient également de la province de Muyinga. Et, enfin les provinces du Nord/Ouest incluent Cibitoke, Bubanza et Bujumbura. Bubanza et Bujumbura ont souvent été la base arrière des mouvements rebelles. Les provinces de Cibitoke et Bubanza sont aussi caractérisées par les superstitions (taux d'analphabétisme élevé, préférences pour les pratiques traditionnelles dans le traitement des maladies, recours à la sorcellerie pour le règlement des problèmes sociaux). Et Cibitoke est particulièrement influencée par les cultures congolaises et rwandaises.

[8] Source : Recensement national de 2008

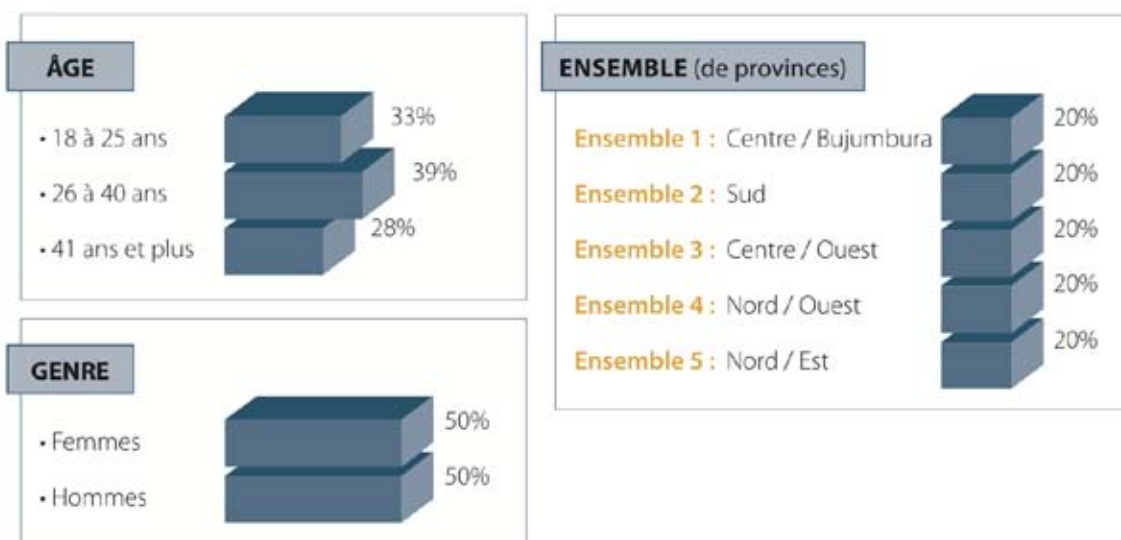
[9] Source : l'étude QIBB (Questionnaire Unifié des indicateurs de Base Bien Etre) réalisée en 2006 et financée par la Banque Mondiale

[10] L'hypothèse d'une plus forte hétérogénéité en milieu urbain justifie sa surreprésentation.

A l'intérieur de chaque ensemble de provinces, nous avons veillé à une répartition équilibrée de ces différentes catégories¹¹. Lors des deux vagues d'enquêtes, les interviews furent réparties comme indiqué dans le graphique 1.

En complément à l'enquête barométrique quantitative, des matériels qualitatifs, des « verbatims » issus de Focus Group réalisés au Burundi au mois de septembre 2010 par l'organisation internationale National Democratic Institute (NDI) ont été utilisés à titre d'illustration¹².

Graphique 1: Echantillon



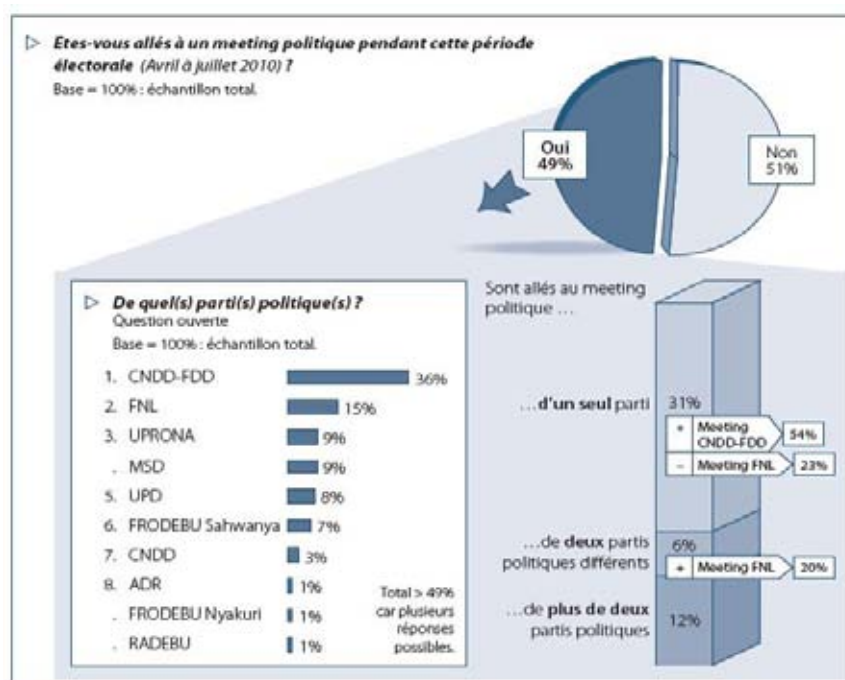
[11] L'enquête a été réalisée au moyen de combinaison de deux méthodes, celle d'un choix raisonné au niveau du tirage au premier degré, une méthode aléatoire au second degré et celle des itinéraires au niveau du troisième degré. Ceci rend possible l'extrapolation des résultats de l'échantillon observé à l'ensemble de l'univers ou ensembles sondés ainsi que le calcul des erreurs de sondage en termes de coefficient de variation ou d'intervalle de confiance. Des variations significatives ont également utilisé la méthode de la comparaison des moyennes à travers le t-test. Aussi, selon le calcul de la marge d'erreur, la marge moyenne (autour de 50% observé) pour un échantillon de cette taille est de $\pm 2,2$ points. Cela signifie que, pour l'échantillon total, une variation peut être considérée comme significative à partir de 4,4 points d'écart.

[12] Le National Democratic Institute a réalisé, au mois de septembre 2010, 55 Focus Groups dans 10 provinces du Burundi (Bujumbura Mairie, Bujumbura, Bubanza, Bururi, Mwaro, Gitega, Ruyigi, Ngozi, Kirundo et Muyinga). Pour les détails de l'échantillon voir le rapport « The road ahead : L'état d'esprit des citoyens du Burundi après les élections de 2010 », NDI, février 2011.

4. LA PRESENCE AUX MEETING POLITIQUES

Quarante-neuf pour cent (49%) de la population dit avoir assisté à au moins un meeting politique lors de ce processus électoral (graphique 2). Cela indique, sinon un certain intérêt pour le processus électoral, du moins une certaine curiosité à l'égard des élections, et en tout cas une forte attractivité exercée par ces rassemblements populaires. Ainsi, malgré le fait que la mobilisation politique varie selon les partis, la campagne électorale fut massivement suivie par la population (ICG, 2011).

Graphique 2 : La Présence au Meetings Politiques¹³



Les meetings les plus fréquentés furent, de loin, ceux du CNDD-FDD, 36% de la population disent avoir assisté à au moins un meeting de ce parti politique. 15% sont allés à au moins un meeting du FNL, 9% sont allés à au moins un meeting du MSD ou de l'Uprona. L'observation de la campagne a mis cependant en évidence une disparité de moyens utilisés, le CNDD-FDD disposant de capacités logistiques et promotionnelles supérieures aux partis de l'opposition (organisation de grands rallies, distribution de t-shirts, casquettes, boissons et déplacement de la population en camions ou bus vers l'endroit de la campagne). L'absence de financements publics pour faire campagne a empêché la plupart des partis d'assurer une campagne électorale d'envergure (UE, 2010).

Le plus souvent (31% de l'ensemble de la population), les Burundais sont allés au meeting d'un seul parti politique. Cette tendance est beaucoup plus fréquente parmi ceux qui sont allés à un meeting du CNDD-FDD (54%) que parmi ceux qui sont allés à un meeting du FNL (23%). Ceux-ci ont plus souvent que la moyenne fréquenté des meetings de plusieurs partis dif-

[13] Des fléchettes indiquent des variations significatives de résultats selon l'âge, le genre, les ensembles de provinces, le milieu de résidence, la participation à un meeting politique ou la participation aux différents scrutins. Par exemple, dans ce graphique, parmi l'ensemble des personnes 31% des gens sont allés au meeting d'un seul parti politique. Mais, parmi les personnes qui sont allés dans un meeting du CNDD-FDD, ce taux est plus élevé avec 54%, le taux de participation est beaucoup moins élevé chez ceux qui ont

férents. Cela confirme une présence plus forte du CNDD-FDD sur le terrain et peut-être un sentiment plus indécis parmi les autres électors. Les nouvelles forces politiques, en l'occurrence le MSD et l'UPD, ont beaucoup moins mobilisé de gens en dehors de leurs fiefs respectifs. Du côté des forces politiques traditionnelles, l'Uprona n'était pas en mesure d'organiser de grands rassemblements, même si elle dispose d'une implantation nationale, tandis que le Frodebu n'est plus que l'ombre du parti qu'il était sous la direction de Melchior Ndadaye (ICG, 2011).

Au delà de l'analyse des résultats pour l'ensemble de la population, nous avons voulu aborder dans cette analyse l'aspect régional. Suite aux résultats des élections communales du 24 mai 2010, nous avons pu déterminer deux tendances de vote selon les provinces : une zone à tendance monopartite, et deux zones plus pluralistes. La zone à tendance monopartite est composée par les provinces où le CNDD-FDD a eu une victoire largement majoritaire à plus de 78% lors des élections communales. Il s'agit des provinces de Karusi avec une victoire à 86%, de Ngozi avec 81% et de Ruyigi avec 79%.

La première zone à tendance pluraliste est composée par Bujumbura Mairie (la capitale). C'est la province avec le plus de disparité au niveau des résultats des élections communales. Quatre partis politiques (le CNDD-FDD, les FNL, le MSD, l'Uprona) ont obtenu des résultats qui oscillent entre 12 et 28% (le CNDD-FDD reste en tête). La deuxième zone à tendance pluraliste est composée par Bujumbura et constitue la seule province où le CNDD-FDD n'est pas le premier parti gagnant mais le parti FNL avec 57% des voix contre 27% pour le CNDD-FDD. Cette zone à tendance pluraliste comprend aussi la province de Bururi, une deuxième province où des disparités au niveau des résultats ont pu être observées: quatre partis politiques oscillent entre 13% et 26%. Il s'agit du CNDD-FDD, Frodebu, FNL et Uprona (le CNDD-FDD reste en tête mais le Frodebu le talonne à 2% près). En dehors de ces trois zones, il demeure le reste des provinces¹⁴ pour lesquelles le CNDD-FDD reste de loin le vainqueur des élections communales, ses résultats oscillent entre 53 et 77% selon les provinces.

Dix pourcent (10%) de la population interrogée a été, de manière exclusive, à un meeting d'un ou plusieurs partis politiques qui, après les élections communales, ont formé la coalition de l'opposition ADC-Ikibiri. Ces individus ne sont allés ni à un meeting du CNDD-FDD, ni à un meeting de l'Uprona ou du Frodebu Nyakuri.

Il y a des variations selon les groupes de provinces : en effet, dans la province de Bujumbura Mairie, ils sont deux fois plus nombreux (21%) à avoir fréquenté exclusivement l'un ou l'autre meeting des partis de la coalition de l'opposition. Dans les provinces Bururi/Bujumbura, ils sont 14% dans ce cas. Par contre dans les provinces où le CNDD-FDD a obtenu les plus hauts scores aux élections communales, ils ne sont que 5% à avoir fréquenté les meetings de la coalition de l'opposition.

Dix-neuf pourcent (19%) de la population dit avoir été exclusivement à un ou plusieurs meetings du CNDD-FDD. Ce sont des personnes qui n'ont pas été à des meetings d'autres partis politiques. Dans la province de Bujumbura Mairie et les provinces de Bururi/

[14] Le reste des provinces est constitué par Cibitoke, Bubanza, Kayanza, Kirundo, Muyinga, Gitega, Muramvya, Mwaro, Makamba, Rutana, et Cankuzo.

Bujumbura, ce pourcentage est un peu plus faible (14% et 16%). Par contre dans les provinces où le CNDD-FDD a obtenu les plus hauts scores aux élections communales, ils sont 24% à avoir fréquenté exclusivement les meetings du CNDD-FDD. Seul 2% de la population a fréquenté de manière exclusive les meetings du parti Uprona. Enfin, 18% ont fréquenté des meetings politiques mais pas de manière exclusive pour un parti politique en particulier. Il s'agit donc d'individus qui n'ont pas été exclusivement à un/ou plusieurs meetings du parti CNDD-FDD ou à un/ou plusieurs meetings de la coalition ADC-IKIBIRI ou à un/ou plusieurs meetings du parti Uprona.

On constate qu'il y a une corrélation entre le genre de participation aux meetings politiques et les résultats des élections communales selon les divergences régionales. Les tendances dans les zones (monopartite ou pluraliste) au niveau des résultats des élections communales se reflètent également dans la manière par laquelle la population avait participé aux meetings politiques.

5. LA CONNAISSANCE DES PERSONNALITES NATIONALES ET LOCALES DES DIFFERENTS PARTIS POLITIQUES

Globalement, le nom du représentant national des partis politiques cités par les individus est largement connu, et tout particulièrement pour les grands partis de l'opposition où le nom de leur leader est cité loin devant les autres (tableau 4). Pour le parti au pouvoir (CNDD-FDD), parmi les individus qui ont cité ce parti politique, à la question « Quels sont les partis politiques que vous connaissez ne fut-ce que de nom ? » (soit 99%), 37% affirment que Pierre Nkurunziza est le représentant national et 25% citent Jérémie Ngendakumana. Pour l'ADC-Ikibiri, qui n'est pas un parti politique mais une coalition des partis de l'opposition née après les élections communales, il est intéressant de voir que malgré le fait que le nom du leadership de cette coalition paraît très flou durant la période des élections (avec des figures comme Léonard Nyangoma, Léonce Ngendakumana, Agathon Rwasa, Alexis Sinduhije), tandis que Agathon Rwasa (37%) est perçu comme le représentant national de ce « mouvement », alors que ce dernier a fui le pays en juin 2010.

Vers la fin du marathon électoral (août 2010), les représentants locaux sont à peine connus. En effet, d'une manière générale, plus de 50% de la population disent ne pas connaître le nom d'un représentant local alors qu'ils connaissent le nom du représentant national. Ces chiffres renforcent l'idée que les élections communales avaient un caractère très national. Les gens ont davantage voté pour le leader emblématique au niveau national plutôt que pour des candidats au niveau local

« De mon côté, je pense que je ne regarde pas le CNDD-FDD en tant que parti, je regarde l'individu. C'est-à-dire que le CNDD-FDD a gagné les élections parce qu'il avait présenté Pierre NKURUNZIZA comme candidat à la présidence. »¹⁵

La campagne pour les élections communales était menée par les dirigeants politiques nationaux, candidats potentiels pour l'élection présidentielle, et autour de thèmes nationaux; elle ne portait pas sur des programmes de développement locaux (Vandeginste, 2011). Les élections communales peuvent donc être considérées comme le premier tour de l'élection présidentielle.

[15] NDI, Focus Group, hommes, province de Muyinga, 30/09/2010.

TABLEAU 4 – CONNAISSANCE DES PERSONNALITÉS NATIONALES ET LOCALES

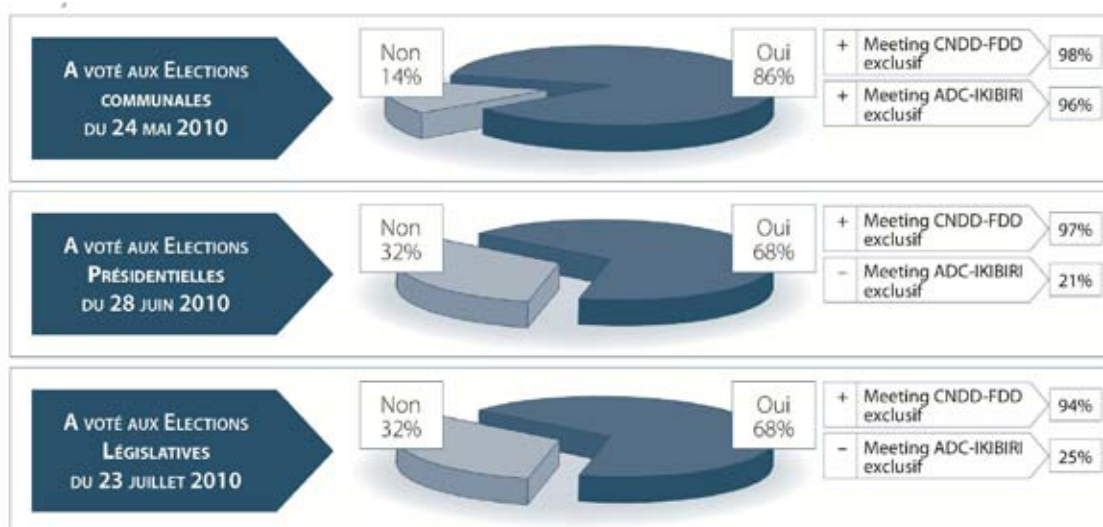
Partis politiques	Noms du représentant national		Connaissance d'un représentant local	
			Oui	Non
CNDD-FDD (99% le cite)	NSP (ne sait pas)	36 %	5 %	31 %
	Pierre Nkurunziza	37 %	18 %	19 %
	Jérémie Ngendakumana	25 %	18 %	7 %
	Autres	2 %		
Frodebu (15% le cite)	NSP	47 %	3 %	44 %
	Domitien Ndayizeye	23 %	8 %	15 %
	Léonce Ndengakumana	16 %	5 %	11 %
	Minani Jean	6 %	0 %	6 %
	Nyangoma Léonard	3 %	1 %	2 %
	Autres	5 %		
CNDD (7% le cite)	NSP	18 %	2 %	16 %
	Nyangoma Leonard	71 %	8 %	63 %
	Pierre Nkurunziza	4 %	3 %	1 %
	Autres	7 %		
Uprona (33% le cite)	NSP	55 %	6 %	48 %
	Niyoyankana Bonaventure	20 %	8 %	12 %
	Sahinguyu Yves	14 %	5 %	9 %
	Buyoya Pierre	4 %	0 %	4 %
	Louis Rwagasore	2 %	0 %	2 %
	Rwasa Agathon	2 %	1 %	1 %
	Autres	3 %		
FNL (30% le cite)	NSP	16 %	3 %	13 %
	Rwasa Agathon	76 %	29 %	47 %
	Miburo Emmanuel	2 %	1 %	1 %
	Sinduhije Alexis	2 %	1 %	1 %
	Autres	4 %		
MSD (11% le cite)	NSP	6 %	1 %	5 %
	Sinduhije Alexis	87 %	50 %	37 %
	Rwasa Agathon	2 %	0 %	2 %
	Autres	5 %		
UPD (9% le cite)	NSP	39 %	3 %	36 %
	Feruzi Zedi	29 %	21 %	8 %
	Kampayano Pascaline	13 %	4 %	9 %
	Mugwengezo Chauvineau	9 %	2 %	7 %
	Radjabu Hussein	5 %	2 %	3 %
	Autres	5 %		
ADC-AKIBIRI (3% le cite)	NSP	32 %	0 %	32 %
	Rwasa Agathon	37 %	1 %	36 %
	Nyangoma Leonard	22 %	2 %	20 %
	Autres	9 %		

6. LA PARTICIPATION AUX DIFFÉRENTES ÉLECTIONS

Selon les résultats du sondage, le taux de participation moyen aux élections communales est très élevé (86%) et il a fortement décliné aux scrutins ultérieurs : l'élection présidentielle et les élections législatives (graphique 3). Cela peut s'expliquer par le boycott du processus électoral par certains partis de l'opposition après les élections communales, qui se sont unis dans « l'Alliance des démocrates pour le changement au Burundi » (ADC-Ikibiri). Dans ce contexte, les six grands candidats de l'opposition se sont retirés de l'élection présidentielle, laissant le Président sortant, Pierre Nkurunziza, comme candidat unique.

Néanmoins, les taux de participation aux scrutins présidentiels et législatifs restent globalement assez élevés (68%). En général, ceux qui ont été à un meeting politique (quel qu'il soit) sont plus nombreux à avoir voté aux élections communales. Cela indique un certain engouement suite aux premiers meetings du processus électoral. Les élections communales étant le premier scrutin ont représenté en quelque sorte un premier sondage électoral dans un pays où la pratique des sondages électoraux était très peu répandue. Et, comme la section précédente l'a montré, les élections communales étaient dans les pensées et les pratiques des électeurs plutôt une sorte de « premier tour » de l'élection présidentielle.

Graphique 3 : Participation aux différentes élections de 2010



Alors que 86% des personnes interrogées disent avoir voté aux élections communales, ce taux est encore plus élevé parmi celles qui n'ont été qu'aux meetings du CNDD-FDD (98%) et celles qui ont été exclusivement aux meetings d'un parti de la coalition d'opposition ADC-Ikibiri (96%). Concernant l'élection présidentielle, 68% des personnes interrogées disent avoir voté à cette élection. Ce taux est beaucoup plus élevé parmi les personnes qui ont été exclusivement aux meetings du CNDD-FDD (97%) et logiquement beaucoup moins élevé parmi celles qui n'ont assisté qu'aux meetings d'un parti de la coalition d'opposition ADC-Ikibiri (21%).

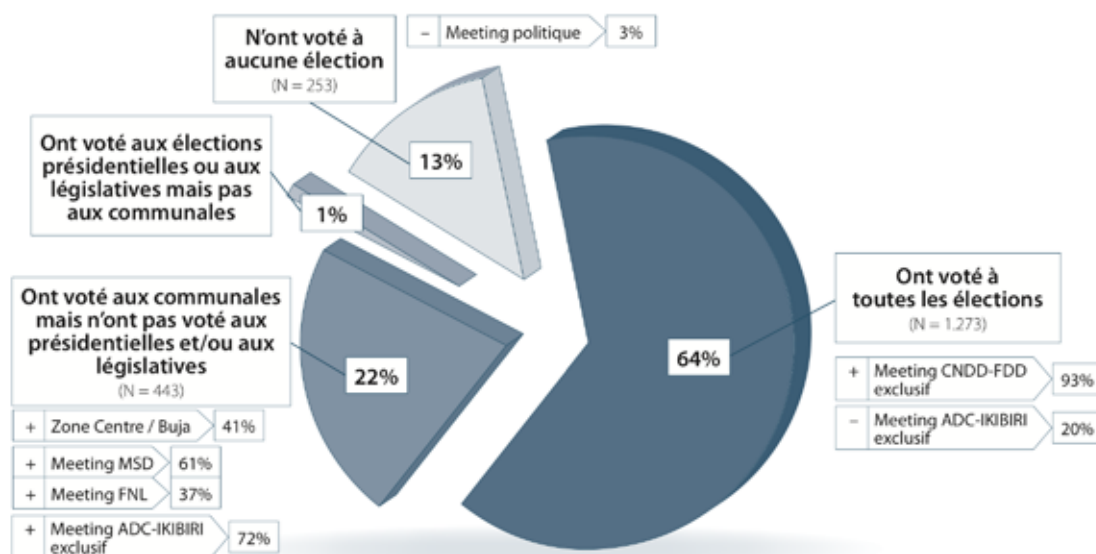
Les taux de participation à l'élection présidentielle et aux élections législatives apparaissent moins élevés dans la province de Bujumbura Mairie, ce qui est logique étant donné que la population de cette province a souvent fréquenté les meetings d'un parti de la coalition d'opposition. Les personnes provenant des provinces Bururi/Bujumbura et de Bujumbura Mairie sont beaucoup moins nombreuses à avoir été voter à ces élections (respectivement 60% et 52%) que celles qui proviennent des provinces où le CNDD-FDD a réalisé un score très important lors des élections communales (76%).

Et, alors que 68% des personnes interrogées disent avoir voté aux élections législatives, ce taux est beaucoup plus élevé parmi les personnes qui ont exclusivement fréquenté les meetings du CNDD-FDD (94%) et beaucoup moins élevé parmi les celles qui ont seulement été aux meetings d'un parti de la coalition d'opposition ADC-Ikibiri (25%). Comme pour le scrutin présidentiel, les personnes provenant de la province de Bujumbura Mairie sont beaucoup moins nombreuses à avoir participé au scrutin législatif (56%) que celles qui proviennent des provinces où le CNDD-FDD a réalisé un score très important lors des élections communales (72%).

Soixante-quatre pourcent (64%) des Burundais en âge de voter disent avoir voté aux trois scrutins (graphique 4). Ceux qui ont été à un meeting du CNDD-FDD sont à 83% dans ce cas, et lorsque cette fréquentation est exclusive, on en trouve 93% qui sont dans ce cas. Parmi les personnes ayant été exclusivement aux meetings d'un parti de l'ADC-Ikibiri, seuls 20% ont voté à toutes les élections (c'est-à-dire 2% de l'ensemble de la population). Il s'agit ici d'électeurs qui, malgré les demandes des partis de l'opposition de se retirer du processus et les encouragements au boycott, ont décidé de continuer d'exercer leur droit de citoyen, le vote.

Il convient cependant de noter que certains actes d'intimidation ont pu influencer ces électeurs à rester dans le processus électoral. Selon les observateurs internationaux, la période couvrant la campagne présidentielle a été caractérisée par des actes de violence faisant des blessés et des morts. (Human Rights Watch, 2010). Des représentants de la société civile, des partis politiques et de la population ont dénoncé le climat d'intimidation qui a été exercée à l'endroit des membres des partis de l'opposition, avec ordre de quitter leur parti et de rejoindre le CNDD-FDD. Et, pour encourager les militants des partis de l'opposition à voter pour le candidat unique à l'élection présidentielle, de nouvelles recrues étaient invitées à témoigner du bien-fondé de leur choix d'avoir quitté leur ancien parti (parti de l'opposition) (UE, 2010). Des messages intimidants ont été également véhiculés par le biais de tracts au contenu incendiaire. Il est donc clair que le CNDD-FDD a mis en place des mécanismes afin d'inciter les électeurs de l'opposition à voter pour eux.

Graphique 4 : L'impact du « boycott »



Concernant les variations de la participation aux différentes élections selon les provinces, les personnes provenant des provinces où le CNDD-FDD a obtenu une large majorité lors des élections communales sont beaucoup plus nombreuses à avoir voté aux trois scrutins (70%) que celles provenant des provinces avec une plus grande diversité politique. Il s'agit de Bujumbura/Bururi et Bujumbura Mairie où, respectivement, 58% et 49% des individus ont voté aux trois élections.

Ces constats confirment les taux de participation donnés par la Commission électorale nationale indépendante (CENI): 91% aux élections communales, 77% à l'élection présidentielle et 67% aux élections législatives. L'échantillon interrogé lors de cette recherche peut dès lors être considéré comme un échantillon représentatif de l'électorat burundais dans son ensemble. Pour un tel échantillon, la marge d'erreur acceptable est de +/- 2,2, donc avec un écart acceptable de 4 à 5 points. Pour les élections communales, on note un écart de 5 points ; pour les élections législatives, un écart de 1 point ; et pour l'élection présidentielle, un écart de 9 points¹⁶.

Alors que globalement, 22% des personnes n'ont plus voté après avoir voté aux élections communales, ce comportement de boycott des scrutins présidentiels et/ou législatifs fut beaucoup plus fréquent parmi les personnes de Bujumbura Mairie (41%), celles qui ont été à un meeting du parti MSD et/ou du parti FNL, et encore beaucoup plus fréquent parmi celles qui ont exclusivement été au meeting d'un parti de l'ADC-Ikibiri (72%). Ceci peut s'expliquer par le refus des militants des partis politiques de l'opposition à poursuivre le processus électoral suite à l'appel de leur leader.

[16] Ce qui pourrait s'expliquer, peut-être, par une volonté de la CENI de gonfler les chiffres, étant donné que, vu la conjoncture (beaucoup de tensions politiques), le taux de participation risquait d'être faible.

Et, logiquement, les personnes provenant des provinces dominées par le CNDD-FDD sont beaucoup moins nombreuses à avoir fait ce vote boycott (13%) que les celles provenant des provinces avec le plus de diversité politique (Bujumbura/Bururi et Bujumbura Mairie).

Et ceux qui ont été à un meeting politique (quel qu'il soit) sont moins nombreux à n'avoir voté à aucune élection (3%). Cela peut indiquer un certain engagement dans le processus chez les personnes qui fréquentent les meetings.

7. MOTIVATIONS DE VOTE ET PENSEES POPULAIRES EN PERIODE ELECTORALE

Les différentes pratiques des électeurs lors du processus électoral qui ont été décrites dans les chapitres précédents sont des résultats intermédiaires. Suite à l'analyse de ces résultats primaires, il apparaît pertinent de regrouper certaines données afin de créer des groupes/segments au sein de l'électorat burundais. Cette segmentation en groupes d'électeurs constitue une grille d'analyse intéressante pour structurer les données. Il s'agit ici d'essayer de comprendre si les motivations des électeurs diffèrent selon ces groupes, si les préoccupations des différents groupes d'électeurs sont différentes, et de voir de quelle manière ces groupes se situent par rapport aux manipulations et aux intimidations de divers acteurs politiques.

Cette variable « groupes d'électeurs » est construite selon une logique similaire à celle de la variable régionale abordée précédemment. Quatre groupes d'électeurs ont été déterminés à travers trois indicateurs : le parti politique qui est le plus présent à l'esprit (celui qui est cité en premier lieu), la fréquentation des meetings politiques et les pratiques de vote durant les différentes élections de 2010. Ces groupes sont exclusifs les uns des autres.

7.1. Les « groupes d'électeurs »

Le premier groupe est appelé « Les électeurs du CNDD-FDD » (N = 329 = 17%¹⁷). Il s'agit d'électeurs qui, lorsqu'on leur demande : « Quel parti politique connaissez-vous ? », citent spontanément en premier lieu le CNDD-FDD, ils ont été exclusivement aux meetings politiques du CNDD-FDD et ils ont voté à toutes les élections, c'est-à-dire aux élections communales, l'élection présidentielle et les élections législatives¹⁸. Ces réponses et pratiques nous permettent de penser que ces individus soutiennent le CNDD-FDD. Ces électeurs reflètent davantage une population rurale. En effet, il s'agit un peu plus souvent d'agriculteurs et d'éleveurs ainsi que de fonctionnaires. Et moins souvent de femmes au foyer/aides familiales, et d'étudiants. Ce type d'électeurs provient également moins souvent de Bujumbura Mairie.

Des indications similaires ont été utilisées pour identifier un autre groupe d'électeurs, nommé « Les électeurs de l'opposition » (N = 121 = 6%¹⁹). Il s'agit d'électeurs qui, lorsqu'on leur demande : « Quel parti politique connaissez-vous ? », citent spontanément en premier lieu un parti faisant partie de la coalition d'opposition ADC-Ikibiri ; ils ont été exclusivement aux meetings politiques d'un parti faisant partie de cette coalition et ils ont voté aux élections communales mais pas à l'élection présidentielle et/ou les élections législatives (c'est-à-dire aux élections pour lesquelles les partis politiques de la coalition ADC-Ikibiri ont effectué un boycott)²⁰. Ces électeurs ont généralement un niveau socio-économique plus élevé que l'ensemble de la population.

[17] Base = échantillon total

[18] Nous n'avons pas pris en considération les élections sénatoriales, celles-ci étant des élections indirectes, et les élections collinaires qui sont des élections où officiellement les partis politiques ne rentrent pas en jeu. En effet, les candidatures pour les élections collinaires, les Conseillers de collines ou de quartiers ne sont pas élus sur base de listes des partis politiques. Tous les candidats se présentent à titre indépendant et aucune candidature ne peut être parrainée ou déposée par un parti politique (UE 2010).

[19] Base = échantillon total

[20] Le parti politique Uprona ne fait pas partie de la coalition ADC-IKIBIRI. Le groupe ayant voté « opposition » ne reprend donc pas les électeurs ayant cité en premier lieu le parti Uprona.

En effet, il s'agit moins souvent de personnes qui n'ont jamais été à l'école ou qui ont seulement fréquenté les primaires inférieures. Il s'agit également moins souvent d'agriculteurs/éleveurs, mais plus souvent d'étudiants et de chômeurs. Ces électeurs de l'opposition proviennent souvent de la capitale, Bujumbura Mairie et de la province de Bujumbura. Et, il s'agit moins souvent de personnes âgées (41 ans et plus).

Un troisième groupe d'électeurs est nommé « Les électeurs indécis » (N=359 = 18%^[21]). Il s'agit d'électeurs qui ont été à au moins deux meetings de partis différents, qui n'ont donc pas été exclusivement soit aux meetings du CNDD-FDD, soit de l'ADC-Ikibiri ou de l'Uprona, et qui ont voté à au moins une élection en 2010. Soixante-neuf pour cent (69%) d'entre eux ont voté à toutes les élections et 30% ont voté aux élections communales mais n'ont pas voté à l'élection présidentielle et/ou les élections législatives (et 1% n'ont pas voté à une ou plusieurs élections sans spécification). Ces électeurs indécis sont plus souvent des jeunes (de 18 à 25 ans) et ils ont plus souvent un niveau d'étude relativement bas.

Finalement, nous avons le quatrième groupe, celui des « Électeurs casaniers » (N=1004 = 51%^[22]). Il s'agit d'individus qui n'ont pas été à un meeting politique. Parmi eux, 61% ont voté à toutes les élections, 16% ont voté aux élections communales mais n'ont pas voté à toutes les autres élections, et 23% n'ont voté à aucune élection. Ce dernier type d'électeurs, à savoir ceux qui n'ont été à aucun meeting et n'ont voté à aucune élection, représentent 11,7% de la population, c'est-à-dire environ 450 000 électeurs ; on peut les considérer comme les « outsiders » du processus électoral^[23]. Les électeurs casaniers sont caractérisés par le fait d'être plus âgés et d'avoir peu fréquenté l'école. Il s'agit souvent d'agriculteurs et d'éleveurs, ainsi que de retraités et d'invalides.

7.2. La motivation générique et le désintérêt

De manière générale, domine, spontanément la motivation « générique » : le vote est un devoir de citoyen lié à l'exercice d'un droit, le droit de choisir ses dirigeants (tableau 5). Cette motivation reflète les discours officiels qui sont véhiculés à travers les messages des médias, des partis politiques et de la société civile en général. Cependant, il est utile de relever que, le plus souvent, les motivations correspondant à des thèmes précis de campagne sont très peu évoqués de manière spontanée (la paix, la sécurité, la justice, la lutte contre la corruption ou le chômage, l'avenir des enfants). Enfin, dans les votes d'entre 3 et 9%^[24], selon les différents groupes d'électeurs, on trouve l'expression d'un soutien rituel ou d'allégeance à des personnes de la même ethnie ou de la même religion que soi plutôt que celle d'un soutien à un parti politique.

[21] Base = échantillon total

[22] Base = échantillon total

[23] Sur base des chiffres du dernier recensement en 2008, il y avait potentiellement 3 819 120 électeurs.

[24] Notons que ces résultats proviennent d'une question ouverte.

TABLEAU 5: MOTIVATIONS DE VOTER

	MOTIVATIONS SPONTANÉES DE VOTER (% d'accord)				Le reste des provinces
	Groupe 1. CNDD/FDD	Groupe 2. Opposition	Groupe 3. Indécis	Groupe 4. Peu engagé	
C'est mon droit, mon devoir civique, je suis un citoyen	61%	64%	73%	47%	52%
Être gouverné par ceux que j'ai élus	57%	36%	44%	42%	45%
Soutenir un parti qui s'occupe de mes préoccupations (paix, santé,...)	30%	15%	44%	24%	29%
Je veux que les changements commencent maintenant	39%	8%	24%	16%	23%
Pour choisir un pouvoir qui apportera la paix et la sécurité	15%	15%	7%	12%	10%
Je veux un changement (nouveau, différent)	7%	65%	21%	12%	14%
Choisir un pouvoir qui luttera vraiment contre la corruption et se souciera d'une véritable justice dans mon pays	7%	14%	8%	7%	8%
Pour choisir qui décidera de mon avenir et de celui de mes enfants, pour choisir un pouvoir qui se préoccupe de l'environnement	10%	9%	5%	8%	7%
Choisir un pouvoir qui luttera vraiment contre le chômage	6%	10%	7%	5%	6%
Pour aider une personne que je connais, pour soutenir une personne de mon ethnie ou de ma religion, pour choisir quelqu'un qui croit en Dieu	6%	6%	3%	9%	6%
Car c'est obligatoire	3%	2%	1%	7%	4%
Les institutions sont là pour changer / m'aider dans mon quotidien	47%	27%	49%	42%	41%
Grâce aux élections mon quotidien va changer	47%	18%	35%	35%	37%
MOTIVATIONS SPONTANÉES DE NE PAS VOTER (% d'accord)					
Raisons personnelles (bureaux de vote trop loin, maladie, ...)		11%	13%	27%	19%
J'en ai marre des politiciens		19%	16%	23%	21%
Les élections ne servent à rien		10%	8%	13%	13%
Problèmes techniques : j'ai perdu le récépissé, je n'étais pas inscrit		5%	12%	12%	14%
Les élections ont été fraudées		7%	7%	9%	8%
Mon mari me l'interdit, j'avais peur d'y aller		4%	12%	12%	13%
Mon parti politique a boycotté les élections		87%	28%	10%	13%
A QUOI SERVENT LES ÉLECTIONS ? (% d'accord)					
... choisir le parti politique qui a le meilleur programme	51%	56%	55%	43%	46%
... donner mon avis, ... choisir qui me gouverne	46%	37%	53%	49%	43%
... nous sommes dans une démocratie (renouvellement des institutions)	41%	34%	35%	33%	31%
... légitimer les élus, leur donner une autorité reconnue par tous	24%	22%	25%	25%	27%
... remplacer le parti au pouvoir, chercher un changement	9%	46%	10%	11%	12%
Les élections amènent au développement	14%	8%	10%	11%	12%
... que les chefs des partis puissent bénéficier ... de l'aide étrangère	2%	3%	3%	9%	7%
Les élections ne servent à rien	1%	1%	0%	4%	2%
... que l'on ne soit pas gouverné par des forces armées	3%	2%	1%	4%	4%
	Effectif trop petit / question pas posée à ce profil				

TABLEAU 6. PRATIQUES ET PENSÉES POPULAIRES AUTOUR DES ÉLECTIONS

	Groupes d'électeurs (% d'accord)				Groupes de provinces (% d'accord)				
	% d'accord Août 2010	1. CNDDFDD	2. Opposition	3. indécis	4. Peu engagé	Bujumbura Mairie	Bururi. Bujumbura Rural	Provinces CNDD-FDD très fort	Le reste des provinces
Pop. Total									
Etre payé pour faire de la sensibilisation (scander des slogans, chanter des chansons,...)	43%	44%	38%	54%	39%	45%	50%	38%	42%
pour un parti politique, même si on n'est pas membre du parti									
Etre payé ou recevoir des promesses pour que l'on s'engage pour un parti politique	22%	23%	16%	33%	18%	24%	25%	14%	22%
Etre obligé de rejoindre un groupe de jeunes	14%	26%	10%	12%	10%	16%	15%	11%	14%
Etre obligé de voter pour un parti politique	6%	9%	7%	3%	5%	5%	8%	3%	6%
Etre menacé de toutes sortes d'exclusions (santé, école,...), si on ne s'engage pas pour un parti politique	5%	7%	7%	3%	4%	4%	7%	2%	5%
Ceux qui ont gagné les élections doivent respecter la population et la loi	95% (87%)*	97% (92%)*	98% (95%)*	96% (78%)*	94% (87%)*	94% (85%)*	97% (93%)*	95% (89%)*	98% (85%)*
Si mon parti politique perd les élections, j'ai envie de me venger	5% (16%) ^o	4% (10%) ^o	3% (17%) ^o	5% (16%) ^o	5% (18%) ^o	3% (16%) ^o	4% (14%) ^o	5% (16%) ^o	5% (16%) ^o
Je vois quelqu'un d'un autre parti politique comme mon adversaire	10%	15%	11%	14%	9%	8%	12%	11%	12%
Si mon meilleur ami a voté pour un parti politique différent que moi, il n'est plus mon meilleur ami	16%	21%	16%	9%	17%	14%	17%	15%	17%
J'accepte, volontiers, de faire tout ce qu'un politicien me demande s'il me promet de me sortir de ma situation difficile, de pauvre	21%	23%	15%	37%	17%	17%	18%	25%	23%
Ceux qui ont perdu les élections sont « dangereux »	33%	42%	14%	24%	37%	39%	33%	31%	31%
Je vote pour quelqu'un/une personne car il m'a promis un travail	20%	16%	15%	41%	15%	19%	16%	18%	21%
Je vote pour quelqu'un/une personne car il m'a donné de l'argent, il m'a offert une bière,....	13%	6%	6%	36%	10%	12%	16%	12%	14%

* % complètement d'accord. Nous avons jugé pertinent de sortir les % « extrême positive » pour cet items fort de signification

^o % neutre, d'accord et complètement d'accord. Nous avons jugé pertinent de combiner ces trois niveaux pour cet items très fort. Exemple : dire que l'on se sait pas si on est d'accord ou non sur le point si mon parti politique perd les élections, j'ai envie de me venger est information importante

La perception de l'utilité première des élections (« A quoi servent les élections ? ») correspond à la motivation dominante qui amène à voter : les élections permettent de choisir le parti politique qui a le meilleur programme, de donner son avis, de renouveler les institutions... L'idée d'un vote démocratique est présente, mais l'idée que les élections amènent au développement est peu répandue. Tout se passe comme si les programmes politiques des partis n'apparaissent pas comme des "visions", des projets clairs de développement.

« Le problème des Burundais c'est qu'ils ne savent pas encore ce que signifie voter. Ils n'élisent pas quelqu'un pour ses bons projets mais ils élisent juste l'individu comme ça »²⁵

La motivation générique est logiquement moins forte parmi les électeurs casaniers (dont 23% n'ont voté à aucun scrutin). Pour ces électeurs, en dehors de raisons personnelles, les raisons de ne pas voter sont surtout un sentiment de perte de confiance, de déception à l'égard de la classe politique (23%) et enfin celui que les élections ne servent à rien (13%).

Ensuite, parmi les électeurs de l'opposition, domine largement la motivation de voter en vue d'amener un changement. Alors que pour les électeurs du CNDD-FDD la volonté d'une continuation est largement exprimée, pour les électeurs de l'opposition, domine très largement la volonté de suivre leurs leaders politiques qui s'étaient retirés du processus électoral suite à leurs accusations de fraudes électorales lors du scrutin communal (87%). Cela indique un soutien de la base à leurs leaders, ainsi que la pression liée à certains actes d'intimidation qui ont eu lieu spécifiquement avant l'élection présidentielle (IFES, 2010). Les électeurs de l'opposition se caractérisent par une volonté de remplacer les actuels dirigeants (46%). Leur absence à l'élection présidentielle et aux scrutins législatifs suite aux élections communales contestées reflète donc davantage un sentiment ponctuel qu'une remise en cause du concept même d'élection.

Les personnes appartenant au groupe d'électeurs indécis évoquent souvent spontanément que ce qui les motive à voter est le soutien à un parti qui s'occupera de leurs préoccupations. Ceci est un indicateur qui explique probablement leur présence à des meetings de partis différents. Ce public apparaît « flottant » et est caractérisé par des tendances au clientélisme, comme on l'explique dans la section suivante.

7-3. Opportunisme et clientélisme

Malgré la vraisemblance d'une bonne assimilation par la population de ce que doit être un vote démocratique (exercer son devoir de citoyen, son droit de choisir librement ses dirigeants), il existe au sein de la population burundaise une soumission fréquente à des pratiques manipulatoires telles que pressions financières, menaces, clientélisme, etc.

« Certains politiciens menaçaient la population en leur disant que si elle ne votait pas pour eux, elle aurait des problèmes dans l'avenir »²⁶

[25] NDI, Focus Group, femmes, province de Bujumbura Mairie, Kinama, 21/09/2010.

[26] NDI, Focus Group, hommes, province de Gitega, Rweza, 24/09/2010.

En août 2010, un peu moins de la moitié des personnes interrogées (43%) affirment qu'il est normal d'être payé pour faire de la sensibilisation pour un parti politique même si on n'en est pas membre (tableau 6). Elles sont 54% parmi les électeurs indécis. Une personne sur cinq trouve qu'il est normal d'être payé/de recevoir des promesses pour s'engager dans un parti politique. Et une personne sur trois parmi les électeurs indécis (14%) trouve qu'il est normal d'être obligé de rejoindre un groupe de jeunes d'un parti politique particulier : 18% pour les jeunes et 26% parmi des électeurs du parti au pouvoir. Près de 5% de la population estime qu'il est normal d'être menacé de toutes sortes d'exclusions (santé, école...), si on ne s'engage pas pour un parti politique, et/ou qu'il est normal d'être obligé de voter pour un parti.

Plusieurs éléments indiquent que la gestion des résultats électoraux est loin d'être évidente, le processus démocratique n'étant pas parfaitement garanti et intégré : 13% de la population n'affirment pas clairement leur accord avec l'idée de base selon laquelle ceux qui ont gagné les élections doivent respecter la population et la loi. Parmi le groupe d'électeurs indécis, ils sont 22% à ne pas l'affirmer clairement. 16% de la population n'excluent pas l'idée de se venger si son parti perd les élections. Une personne sur trois perçoit ceux qui ont perdu les élections comme des gens « dangereux ». Et parmi le groupe d'électeurs du CNDD-FDD, ils sont 42% à le penser. Ce résultat n'est pas étonnant car, suite au retrait des partis de l'opposition du processus électoral, de nombreuses rumeurs évoquaient le nouveau départ de certaines personnalités politiques de l'opposition dans le maquis et la constitution de nouveaux mouvements rebelles²⁷.

Ces résultats montrent également un certain désespoir de la population qui se dit « prête à accepter de faire tout ce qu'un politicien lui demande s'il lui promet de la sortir de sa situation misérable ». Globalement, une personne sur cinq n'exclut pas ce type de soumission et, parmi les électeurs indécis, 37% n'excluent pas ce type de soumission en espérant ainsi échapper à la misère. Lorsqu'on extrapole ce chiffre à l'ensemble des électeurs burundais, on voit qu'il s'agit d'environ 270 000 personnes. Dans le même sens, globalement, un cinquième de la population dit ouvertement voter pour des raisons clientélistes : « Je vote pour quelqu'un qui m'a promis du travail ». Parmi les électeurs indécis, ils sont 41% à affirmer cela. Qui plus est, 36% d'entre eux disent voter pour quelqu'un qui leur a donné de l'argent ou une bière. Ce public représente environ 270.000 Burundais. Ces chiffres montrent un danger potentiel dans le cas d'une mobilisation de masse par des forces armées.

Au regard de ces résultats, une grande partie du groupe d'électeurs indécis apparaît être davantage un groupe « opportuniste » qui peut être la proie de toutes sortes de stratégies illicites telles que l'intimidation, la corruption via le clientélisme, les fraudes, venant de partis politiques (Collier et Vincent, 2010). Les politiciens cherchant à renforcer leur électorat ont, comme public cible à intimider et manipuler, l'électorat indécis. Et, tout particulièrement dans des environnements institutionnels faibles, où les politiciens anticipent qu'afin d'obtenir les faveurs dudit électorat, ils devront utiliser des ressources importantes (Robinson et Torvik, 2009).

[27] @rib News, 20/08/2010 – Source APA, Des rumeurs de rébellion armée se propagent au Burundi.

Ces résultats révèlent clairement un décalage entre la représentation positive que très majoritairement la population burundaise se fait d'un vote démocratique (exercer le droit de choisir librement ses dirigeants) et les pratiques réelles. Celles-ci sont totalement contraires à un processus démocratique. La population est souvent sollicitée par les partis en campagne et, du fait de sa fragilité économique, tentée d'accepter l'achat de sa voix. En effet, il apparaît, qu'une grande partie de ces électeurs ont des tendances clientélistes dans leur réflexion et dans leurs pratiques politiques.

«Le peuple n'élit pas selon les mérites, il privilégie plutôt ceux qui leur donnent à boire »²⁸

Ces résultats confirment dans une certaine mesure l'idée que le clientélisme et l'achat de voix électorales sont des pratiques relativement répandues lors des dernières élections en Afrique (Wantchekon, 2003; Collier et Vicente, 2010). Et que, pour les politiciens, ces périodes de processus électoraux sont principalement des moments où ils s'engagent dans la mobilisation de masse et la manipulation. Souvent, les stratégies de campagnes sont fonctions d'incitation matérielle et d'intimidation politique (Bratton, 2008).

[28] NDI, Focus Group, hommes, province de Bururi, Tora, 25/09/2010

8. A PERCEPTION DU DEGRE DE PREOCCUPATION DES PARTIS POLITIQUES EN REGARD DES FORTES PREOCCUPATIONS DE L'ELECTORAT

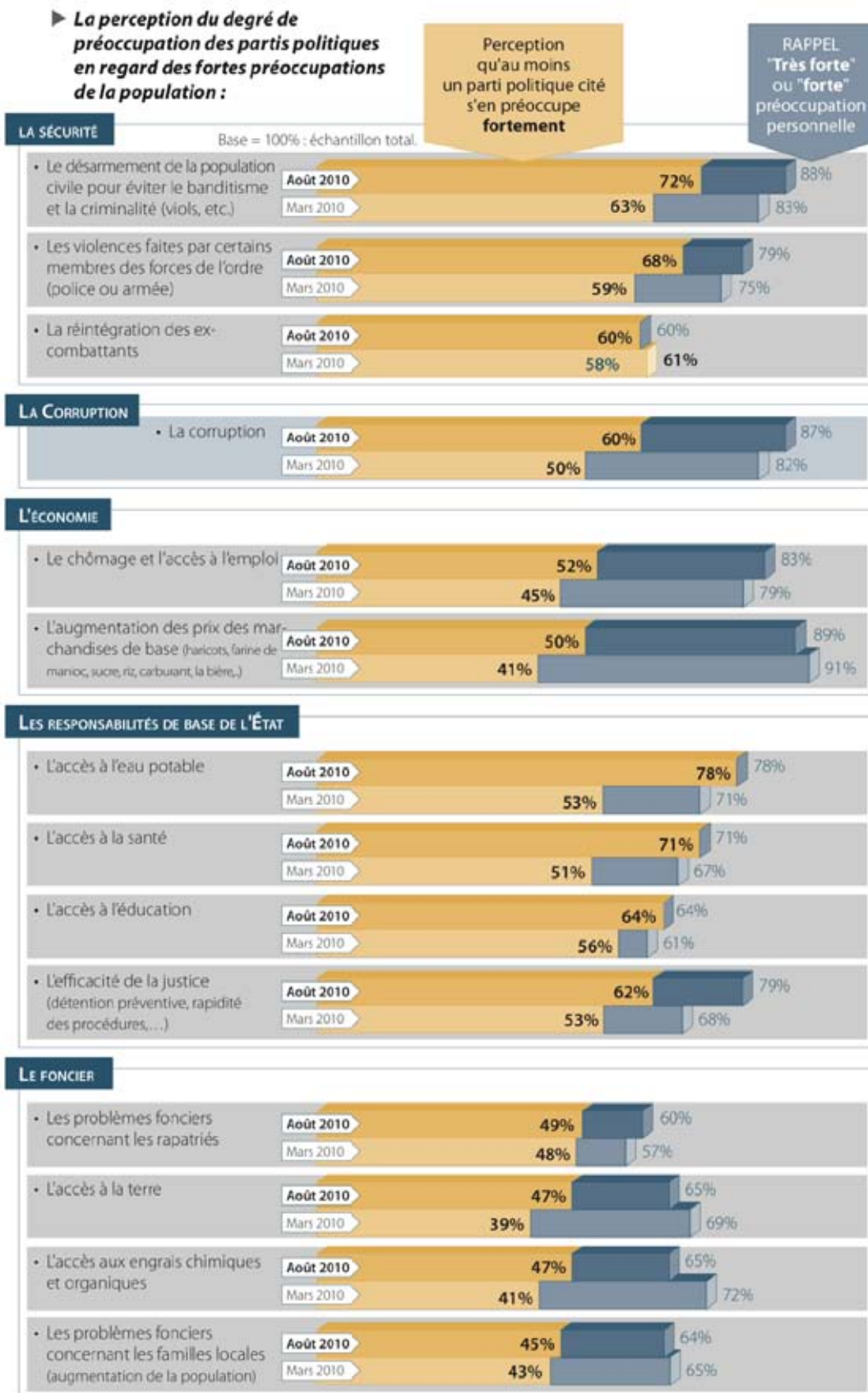
En général, par rapport aux données pré-électorales (mars 2010), l'écart entre le degré de forte préoccupation de la population et la perception d'une forte préoccupation de la classe politique pour ces sujets concrets a relativement diminué (graphique 5). Néanmoins, cet écart reste élevé. En effet, pour la majorité des sujets, le degré de forte préoccupation de la population est toujours plus élevé que la perception d'une forte préoccupation de la classe politique. Cela peut indiquer, un réel fossé entre deux mondes. Ce fossé est, cependant, moins profond qu'au début du processus électoral. Ce n'est pas le cas pour le domaine de la santé, de l'éducation et de la réintégration des ex-combattants. Notons que la santé et l'éducation sont deux grands axes de campagne du parti au pouvoir. Lors de son mandat de 2005 à 2010, le Président de la République, Pierre Nkurunziza a mis en place des mesures très populaires. Il s'agit de la gratuité scolaire pour l'école primaire et de la gratuité des soins de santé pour les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes. Sa campagne électorale s'est fortement axée sur ces mesures.

« Il a aidé les femmes qui accouchent, maintenant c'est gratuit, il a donné des cahiers aux élèves, l'argent sert à acheter de la farine et les enfants retournent à l'école après avoir mangé ».²⁹

Dans le champ économique (les prix des marchandises de base et l'accès à l'emploi), l'écart entre le degré de forte préoccupation personnelle et la perception d'une forte implication des partis politiques reste très élevé; alors que ce sont de fortes préoccupations partagées par 89 et 83% de la population. Cela peut être un indice de l'incapacité du pouvoir politique à agir ou à proposer quelque chose de crédible et de concret en ce domaine. Toujours dans le champ économique, même constat pour l'accès aux engrais. Il s'agit d'une forte préoccupation pour 65% de la population, mais moins de 50% des personnes interrogées ont actuellement le sentiment qu'il y a au moins un parti politique qui se soucie réellement de ce problème. Par contre, dans le champ du fonctionnement d'un Etat, des services publics (l'accès à la santé, à l'éducation et à l'eau potable), les écarts sont quasi inexistantes entre le degré de forte préoccupation du public et la perception d'une forte implication des partis politiques. Ceci est un indice de la présence d'un discours des partis politiques exprimant leur implication dans le champ de la responsabilité d'un Etat en matière de santé, d'éducation, d'eau potable.... Cependant, concernant l'efficacité de la justice, l'écart est de 17% en août 2010, il était de 15% en mars 2010.

[29] NDI, Focus Group, femmes, province de Gitega, Mutoyi, 23/09/2010.

Graphique 5: La perception du degré de préoccupation des partis politiques en regard des fortes préoccupations de la population



Et, comme lors de la période pré-électorale de mars, en ce qui concerne la lutte contre la corruption, il existe un très important manque de crédibilité à l'égard de la classe politique en août 2010. Il s'agit d'une forte préoccupation pour 87% de la population, mais seulement 60% de cette dernière perçoivent une réelle implication des partis politiques pour y faire face ; l'écart est donc de 27%.

« Je dirais que la corruption est devenue comme de la culture au Burundi. Dans la conscience des hommes, la corruption est devenue comme une loi. »³⁰

« Partout c'est la corruption. »³¹

Enfin, concernant la sécurité liée au désarmement, l'écart entre le degré de forte préoccupation personnelle et la perception de l'implication des partis politiques est plus faible ; et pour la réintégration des ex-combattants, il n'y en a pas. Ceci constitue l'indice d'une certaine confiance de la population dans la classe politique quant à sa prise en charge concrète de ces problèmes pour instaurer la paix. Alors que, lors des élections de 2005, on pouvait voir qu'une grande partie des électeurs votaient principalement pour la paix et la sécurité « les élections vont amener la paix », « la figure d'un bon dirigeant est celui qui recherche et rétablit la paix et la sécurité » (Nimubona, 2005), aujourd'hui il semble que cette paix qui a été obtenue et conservée sous le régime de Pierre Nkurunziza ne soit pas le premier moteur de vote pour l'électeur burundais en 2010. Par contre, concernant les problèmes fonciers et l'accès à la terre, particulièrement lorsqu'il s'agit des familles locales, et dans une moindre mesure lorsqu'il s'agit des rapatriés, les partis politiques sont, à la sortie de ces élections, très loin d'avoir convaincu la population qu'ils se préoccupaient de ces problèmes.

8.1. Différences selon les régions et les « groupes d'électeurs »

Concernant les problèmes fonciers, particulièrement lorsqu'il s'agit des familles locales (augmentation de la population), des rapatriés, et de l'accès à la terre, l'électorat de Bujumbura Mairie est logiquement beaucoup moins préoccupé par ces questions que les personnes provenant des provinces à tendance fortement CNDD-FDD et dans une moindre mesure par les personnes provenant des provinces ayant une plus forte disparité dans les résultats des élections communales, c'est-à-dire Bururi et Bujumbura (tableau 7). Cela indique bien que ces questions sont relatives à une problématique rurale.

Au regard des autres groupes d'électeurs, le groupe d'électeurs du parti au pouvoir est davantage préoccupé par ce qui touche les besoins primaires (tableau 8). Il n'y a pas de variations significatives selon les différents groupes d'électeurs pour les questions relatives aux problèmes fonciers concernant les rapatriés et les familles locales. Les domaines pour lesquels le groupe d'électeurs du CNDD-FDD est plus préoccupé que le groupe de l'opposition sont l'accès à la terre et l'accès aux engrais chimiques et organiques. Cela indique que l'électorat de l'opposition est moins préoccupé par les questions qui ne touchent pas directement le pouvoir en place. Et que l'électorat du pouvoir est davantage préoccupé par des questions liées au monde rural, à la paysannerie.

[30] NDI, Focus Group, hommes, province de Bujumbura Mairie, Kamenge, 25/09/2010

[31] NDI, Focus Group, hommes, province de Bujumbura Mairie, Kamenge, 25/09/2010

TABLEAU 7: PRÉOCCUPATIONS DE L'ÉLECTORAT (RÉGIONAL)

Préoccupations		Bujumbura Mairie	Bururi. Bujumbura Rural	Provinces CNDD-FDD très fort	Le reste des provinces
La sécurité	Le désarmement de la population civile pour éviter le banditisme et la criminalité (viols, etc.)	71%	65%	61%	61%
	Les violences faites par certains membres des forces de l'ordre (police ou armée)	52%	38%	42%	40%
	La réintégration des ex-combattants	25%	23%	28%	26%
La corruption	La corruption	67%	60%	60%	59%
L'économie	Le chômage et l'accès à l'emploi	53%	49%	51%	49%
	L'augmentation des prix des marchandises de base (haricots, farine de manioc, sucre, riz, carburant, la bière,...)	64%	63%	62%	59%
Les responsabilités de base de l'Etat	L'accès à l'eau potable	39%	57%	57%	56%
	L'accès à la sante	38%	39%	36%	37%
	L'accès à l'éducation	32%	34%	29%	32%
Le foncier	L'efficacité de la justice (détention préventive, rapidité des procédures,...)	52%	45%	41%	45%
	Les problèmes fonciers concernant les rapatriés	14%	23%	30%	26%
	L'accès à la terre	24%	27%	36%	31%
	L'accès aux engrais chimiques et organiques	20%	30%	36%	31%
	Les problèmes fonciers concernant les familles locales (augmentation de la population)	22%	27%	36%	32%

Dans les domaines de la sécurité, de la corruption et du chômage/accès à l'emploi, qui représentent de fortes préoccupations pour les électeurs du CNDD-FDD (même si ce degré de préoccupation est moindre que chez les électeurs de l'opposition), on n'observe aucun décalage entre leur degré de préoccupation personnelle et leur perception du degré de préoccupation de leur parti politique. Par exemple, 60% des électeurs du CNDD-FDD se préoccupent de la corruption, et 60% estiment que le CNDD-FDD est même fortement soucieux de ce problème. L'électorat du CNDD-FDD est également beaucoup moins préoccupé par la question de l'efficacité de la justice que les autres groupes d'électeurs.

TABEAU 8: PRÉOCCUPATIONS DE L'ÉLECTORAT SELON LES « GROUPES D'ÉLECTEURS »

Préoccupations	Groupe 1. CNDD-FDD		Groupe 2. Opposition		Groupe 3. Indécis		Groupe 4. Peu engagé	
	Très forte préoccupation du voting group	Perception du degré de préoccupation des partis politiques (% forte)	Très forte préoccupation du voting group	Perception du degré de préoccupation des partis politiques (% forte)	Très forte préoccupation du voting group	Perception du degré de préoccupation des partis politiques (% forte)	Très forte préoccupation du voting group	Perception du degré de préoccupation des partis politiques (% forte)
La sécurité	69%	67%	83%	56%	52%	63%	62%	61%
	44%	68%	65%	81%	40%	54%	37%	46%
	27%	63%	38%	68%	26%	42%	22%	41%
La corruption	60%	60%	84%	88%	57%	48%	57%	40%
	50%	50%	70%	74%	46%	38%	47%	32%
L'économie	64%	51%	77%	71%	46%	38%	64%	32%
	55%	66%	60%	61%	52%	47%	51%	42%
Les responsabilités de base de l'Etat	39%	80%	50%	63%	40%	57%	35%	53%
	34%	85%	49%	65%	35%	53%	28%	57%
CNDD	45%	64%	69%	86%	47%	47%	42%	39%
	28%	54%	22%	46%	22%	35%	20%	32%
Le foncier	30%	44%	23%	41%	36%	32%	27%	28%
	34%	49%	23%	48%	34%	32%	26%	29%
	31%	46%	28%	42%	34%	32%	27%	27%

Concernant le fonctionnement de l'Etat, de la généralisation des services publics comme l'accès à la santé ou à l'éducation, alors que l'accès à l'éducation et l'accès à la santé correspondent à deux grands points des campagnes du parti CNDD-FDD, le groupe d'électeurs du CNDD-FDD est moins préoccupé par ces questions que les électeurs de l'opposition. Cela pourrait montrer que les électeurs du parti au pouvoir ont encore plus tendance à ne pas voter pour un programme politique mais pratiquent plutôt un vote d'adhésion de type populiste, influencé par cinq années marquées par des descentes du Président de la République à l'intérieur du pays. Plus que tout autre Président auparavant, depuis son accession à la magistrature suprême, Pierre Nkurunziza sillonne toutes les communes du pays pour participer aux travaux de développement et à la construction d'infrastructures sociales, créant ainsi une proximité politique avec les populations rurales sur des thèmes sociaux (ICG, 2011).

Cette population rurale, base de l'électorat du CNDD-FDD, est pauvre, mais aussi la plus importante du point de vue démographique (89% de la population) ; elle apparaît donc principalement préoccupée par ses besoins de base (sécurité, accès à la terre, santé, éducation, etc.), et beaucoup moins par les problèmes de gouvernance et d'impunité qui mobilisent pour leur part les élites intellectuelles (ICG, 2011).

D'une manière générale, les électeurs de l'opposition sont plus préoccupés par ce qui touche directement la gouvernance publique (justice, corruption...). Plus de 80% de l'électorat de l'opposition est préoccupé par la corruption alors que, parmi les autres électors, la préoccupation se situe autour de 60% en ce qui concerne celle-ci. La question de la corruption touche donc davantage l'électorat voulant un changement du personnel politique. Concernant cette même question, il n'y a pas de décalage entre le degré de préoccupation des électeurs de l'opposition et leur perception du degré de préoccupation de leur parti politique. Si ladite question représente une forte préoccupation pour eux, ils estiment que leur parti politique est également préoccupé par ce phénomène.

Près de 70% du groupe d'électeurs de l'opposition se préoccupe de l'efficacité de la justice alors que le groupe d'électeurs du CNDD-FDD et le groupe d'électeurs indécis ne sont que 45 et 47% à être préoccupés par ce sujet. La justice est un domaine régalien qui incombe directement à l'Etat. Aussi, au Burundi comme dans d'autres pays post-conflit, on observe une forte mainmise du pouvoir dans le secteur de la justice (RCN, 2011). Le fait que l'électorat de l'opposition soit fortement préoccupé par la question de l'efficacité de la justice peut s'expliquer par son rejet du parti au pouvoir dans son ensemble. Et d'une manière générale, ces chiffres sont proches de ceux issus d'études qui ont montré que la population avait peu confiance dans le fonctionnement du système judiciaire (RCN, 2009 ; RCN, 2011).

Ce groupe d'électeurs est aussi beaucoup plus préoccupé par ce qui touche directement au champ économique tels que l'augmentation du prix des marchandises de base et l'accès à l'emploi. Plus de 70% de cet électors se préoccupe fortement de ces questions économiques et il apparaît qu'il semble satisfait de l'engagement de leurs partis politiques dans ce domaine.

L'électorat de l'opposition est beaucoup plus préoccupé par les questions liées à la sécurité (désarmement de la population civile, dénonciation des violences faites par certains membres des forces de l'ordre) que les autres électorats. Ils sont plus de 80% à être préoccupés par le désarmement de la population civile et un peu plus d'une personne sur trois y est préoccupée par la réintégration des ex-combattants. Ceci peut s'expliquer par le fait que cet électorat est en partie composé par des anciens combattants du dernier mouvement rebelle, le FNL Pali-peHutu. Parmi le groupe d'électeurs de l'opposition, on observe un décalage entre leur degré de préoccupation à l'égard du désarmement de la population civile et leur perception du degré de préoccupation des partis de la coalition ADC-Ikibiri. Alors que 83% des électeurs de l'opposition se disent préoccupés par cette question, seul 56% estiment qu'un seul parti de l'ADC-Ikibiri est fortement préoccupé par ce problème.

Alors que l'accès à l'éducation et l'accès à la santé correspondent à deux grands points des campagnes du parti CNDD-FDD, l'électorat de l'opposition s'avère plus préoccupé par ces questions (respectivement 49 et 50%) que l'électorat du CNDD-FDD (respectivement 34 et 39%). Cela peut indiquer une moins grande satisfaction à l'égard des mesures prises sur ces sujets lors du dernier mandat présidentiel. Pour les électeurs du CNDD-FDD, la perception du degré de préoccupation de leur parti politique à l'égard de l'accès à l'éducation et à la santé est respectivement de 85 et 80%

Les différents degrés de préoccupation de l'électorat de l'opposition sur ces sujets donnés (tableau 8) au regard des autres électorats, peuvent s'expliquer d'une part par le fait que les électeurs de l'opposition forment davantage un groupe d'élite ayant un niveau socio-économique plus élevé que la moyenne de la population. Ils ont par conséquent davantage accès aux médias véhiculant des informations et des points de vue différents sur des sujets variés. Ce qui leur permet d'être en mesure de se préoccuper d'autres domaines que de celui des besoins primaires. « Les personnes préoccupées par le ventre ne savent pas être préoccupées par des questions abstraites » (A. Mbembe, 1988).

Les électeurs indécis sont moins préoccupés par ces différents sujets que les électeurs du parti au pouvoir et les électeurs de l'opposition. Le groupe d'électeurs indécis est beaucoup moins préoccupé par les questions liées à la sécurité que les autres groupes d'électeurs; seule la moitié de cet électorat est préoccupée par cette question. Et il n'y a pas de décalage entre leur degré de préoccupation personnelle et leur perception du degré de préoccupation de leur parti politique.

Même si ce groupe d'électeurs semble être moins préoccupé par la question de la corruption, notons toutefois qu'il y a ici un décalage entre leur degré de préoccupation à l'égard de cette question et leur perception du degré de préoccupation de leurs partis politiques. Alors que 57% des électeurs indécis se disent préoccupés par cette question, seul 48% estiment qu'un parti politique est fortement préoccupé par ce problème. Ce manque de confiance dans la classe politique se fait également remarquer dans le champ économique. L'électorat indécis ne perçoit pas suffisamment d'implication des partis politiques dans ce secteur, alors que près de la moitié de cet électorat en est préoccupé.

Le degré de préoccupation de cet électorat à l'égard de ce domaine est néanmoins beaucoup moins important qu'en ce qui concerne les autres groupes d'électeurs.

D'une manière générale : le groupe d'électeurs peu engagés est toujours moins préoccupé par les différents sujets que les autres groupes d'électeurs. Nous avons là l'indice d'une implication faible de ce public par rapport aux questions de société. Il reste néanmoins préoccupé par les questions d'augmentation des prix (64%), du désarmement (62%) et de la corruption (57%). Et, touchant la majorité de ces fortes préoccupations, cet électorat estime que la classe politique ne s'en préoccupe pas. Cela indique un sentiment de déception à l'égard de la classe politique et peut-être une certaine perte de confiance dans celle-ci.

D'une manière générale, les électeurs du CNDD-FDD et les électeurs de l'opposition estiment souvent que leur parti politique est fortement préoccupé par les questions qui sont les leurs, donc par les préoccupations de la population. Les électeurs indécis le pensent moins, et les électeurs peu engagés le pensent encore moins. Les électeurs du CNDD-FDD et ceux de l'opposition sont donc nombreux à penser que le parti à un meeting duquel ils ont assisté se soucie réellement des différents sujets. Nous sommes ici dans le domaine de la croyance, avec des individus qui prennent peu de recul à l'égard des discours qu'ils entendent dans les meetings politiques. Leur prise de position par rapport à la scène politique est davantage une attitude d'adhésion.

9. CONCLUSION

Selon les résultats du sondage, les élections communales ont été, dans l'esprit et les pratiques des électeurs burundais, plutôt un premier tour de l'élection présidentielle. Lors de ces élections communales, les électeurs ont davantage voté pour le parti politique national et son leader emblématique que pour des candidats au niveau local ou des programmes de développement local.

En général, pour l'ensemble du Burundi, l'analyse de la participation aux meetings politiques et de la connaissance des personnalités nationales et locales des différents partis politiques confirment une présence très forte du CNDD-FDD sur le terrain et surtout dans le monde rural. Néanmoins, sur base des résultats des élections communales du 24 mai 2010 et d'une analyse de la participation dans les meetings politiques, nous avons pu déterminer deux tendances régionales dans la dynamique de la mobilisation politique: une région à tendance monopartite, et une région plus pluraliste. La participation dans les meetings politiques à Bujumbura Mairie, Bujumbura et Bururi était davantage diversifiée ; alors que dans les autres provinces la mobilisation politique (la participation dans les meetings et les pratiques de vote) montrait une tendance monopartite: les gens y soutiennent surtout le parti au pouvoir, le CNDD-FDD.

Le taux de participation moyen aux élections communales a été très élevé mais il a considérablement décliné – tout en restant assez élevé en comparaison de scrutins dans d'autres pays – lors des scrutins suivants: présidentiels et législatifs. Cela peut s'expliquer par le boycott du processus électoral par certains partis de l'opposition. Ce taux de participation dans ces élections est surtout resté élevé parmi les personnes qui ont exclusivement participé à des meetings du CNDD-FDD. On en déduit logiquement que la participation a été beaucoup moins élevée parmi les personnes qui ont exclusivement participé au meeting d'un parti de la coalition d'opposition ADC-*IKIBIRI*.

Une analyse des résultats du sondage montre qu'on peut distinguer quatre grands groupes d'électeurs au Burundi (en 2010). Les « électeurs du CNDD-FDD » représentant 17% de la population en âge de voter et reflètent davantage une population rurale ; il s'agit un peu plus souvent d'agriculteurs et d'éleveurs ainsi que de fonctionnaires. Six pourcent de la population en âge de voter peuvent-être considérés comme « les électeurs de l'opposition ». Ils ont en majorité un niveau socio-économique plus élevé que l'ensemble de la population, ils sont plus scolarisés que l'électorat du CNDD-FDD, il s'agit rarement d'agriculteurs/éleveurs et ils proviennent souvent de la capitale, et de la province de Bujumbura. Le groupe des « électeurs indécis » représente environ 18% de la population en âge de voter. Il s'agit surtout de jeunes (de 18 à 25 ans) et ils ont souvent un niveau d'étude relativement bas. Le groupe que nous avons appelé « les électeurs casaniers » est le plus grand, avec 51% de la population en âge de voter. Ces électeurs sont caractérisés par le fait d'être plus âgés et d'avoir peu fréquenté l'école. Il s'agit souvent d'agriculteurs et d'éleveurs.

De manière générale, au sein des groupes d'électeurs, domine spontanément la motivation « générique » : le vote est un devoir de citoyen lié à l'exercice d'un droit, le droit de choisir ses dirigeants, etc. En bref, on peut dire qu'à travers leurs votes les électeurs du CNDD-

FDD souhaitent consolider le pouvoir en place, alors que les électeurs de l'opposition voulaient un changement. Voilà ce qui d'une certaine manière apparaît comme évident. Ce constat est entre autres confirmé par l'analyse de la perception du degré de préoccupation des partis politiques en regard des préoccupations de l'électorat. Nous l'avons dit, de tels résultats suggèrent que les électeurs du parti au pouvoir ont une tendance à ne pas voter pour un programme politique mais pratiquent plutôt un vote d'adhésion de type populiste.

En général, pour l'ensemble des partis politiques, on constate un fossé entre deux mondes : la classe politique ne semble pas pouvoir répondre aux préoccupations de la population. Ceci est renforcé par le fait qu'une grande partie des électeurs casaniers exprime un sentiment de perte de confiance, de déception à l'égard de la classe politique. En plus, une grande partie des électeurs, et surtout parmi l'électorat indécis, paraît être sensible à des pratiques de nature clientéliste.

Ces résultats révèlent clairement un décalage entre, d'un côté, l'image positive que, très majoritairement, la population burundaise se fait d'un vote démocratique où il s'agit surtout d'exercer le droit de choisir librement ses dirigeants, et, d'un autre côté, le pragmatisme qui les inspire, notamment lorsqu'ils se laissent motiver par des encouragements de nature clientéliste et que l'objectif de démocratisation du pays semble éloigné des pratiques et pensées électorales. Ce manque de maturité politique est non seulement constaté au niveau micro et dans les pensées des électeurs, mais il joue aussi au niveau macro quand les politiciens mettent « en péril les règles du jeu démocratique » (Palmans 2011). On peut même se poser la question de savoir si, dans une telle situation, une maturité dans le processus démocratique peut se développer au niveau local, dans les pratiques et pensées des électeurs.

Si on essaie de faire le lien avec la nature de la transition politique au Burundi, deux questions s'imposent. S'il s'agit d'une transition politique à tendance démocratisante, il sera question, pour les partis politiques et les électeurs, de se créer davantage de liens sur base d'une vision de la société et d'un programme de développement. S'il s'agit, par contre, d'une transition à tendance autocratisante, il y a lieu de craindre une récupération et une instrumentalisation du désintérêt et de la motivation populiste ou clientéliste de l'électorat pour des fins anti-démocratiques et des stratégies violentes.

10. REFERENCES

- ADC-IKIBIRI 2010, Mémorandum sur les irrégularités et fraudes massives des élections communales du 24 mai 2010, Bujumbura.
- Aktouf, O. (1987) *Méthodologie des Sciences sociales et approche qualitative des organisations, Une introduction à la démarche classique et une critique*, Presses de l'Université du Québec.
- Bratton, M. (2008) *Vote buying and violence in nigerian election campaigns*, Afrobarometer Working Paper N°99, Afro Barometer, Le Cap.
- Collier, P. & Vicente, P.C. (2011), "Violence, Fraud, and Bribery: The Political Economy of Elections in Sub-Saharan Africa", *Public Choice*, Publication en ligne. 9 mars 2011: <http://www.springerlink.com/content/55537kw65446t581/>
- Human Rights Watch (2010) «Nous allons vous ligoter et vous abattre». *Les violences politiques restent impunies au Burundi*, New York, Human Rights Watch.
- Huntington, S. (1991) *The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century*, University of Oklahoma Press.
- International Foundation For Electoral Systems (IFES) (2010). *Burundi, rapport final Amatora Mu Amahoro*, Bujumbura, septembre 2010.
- International Crisis Group (ICG) (2011) *Burundi : du boycott électoral à l'impasse politique*, Rapport Afrique ICG N°169, Bruxelles, ICG, 7 février 2011.
- Kohlhagen, D. (2009), *Statistiques judiciaires burundaises, rendements, délais et typologie des litiges dans les tribunaux de résidence*, Bujumbura, RCN Justice et démocratie.
- La Benevolencija, *Médias pour une responsabilité citoyenne : utilité, efficacité et impact*, rapport de recherche, Bujumbura, La Benevolencija, décembre 2010..
- Lindberg, S. (2006) *Democracy and Elections in Africa*, Baltimore MD, John Hopkins University Press.
- Lindberg, S. (ed.) (2009) *Democratization by Elections: A New mode of Transition*, Baltimore MD, Johns Hopkins University Press.
- Mbembe, A. (2004), « Essai sur le politique en tant que forme de la dépense », *Cahiers d'études africaines* (173-174) : 151-192.
- Mbembe, A. (1988), *Afriques indociles : Christianisme, pouvoir, Etat et société postcoloniales*, Paris, Karthala.
- Moriceau, J. (2011) *Le fonctionnement de la chaîne pénale au Burundi*, Bujumbura, RCN, Justice et démocratie..
- Nimubona, J. (2005) *La perception de l'identité ethnique dans le processus électoral au Burundi*, Bujumbura, LDGL.
- Nsanze, A. (2003) *Le Burundi contemporain. L'Etat-nation en question (1956-2002)*, Paris, L'Harmattan.
- Palmans, E (2011) « Les élections de 2010 au Burundi : quel avenir pour la démocratie? », *Journal of African Elections* (à paraître).
- Reilly, B. (2008), "Post-war elections : uncertain turning points of transition", in: Jarstadt A. & Sisk T. (eds.), *From war to democracy: dilemmas of peacebuilding*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 157-181.

Reyntjens, F. (2000), *Burundi: Prospects for peace*, London, Minority Rights Group

Robinson, J. A., & R. Torvik (2009), “The real swing voters’ curse”, *American Economic Review: Papers & Proceedings*, 99(2), 310–315.

Rutamucero, D. (2007), *La démocratie du nombre, arme pour le genocide contre les Tutsi au Burundi (1959-2006)*, Bujumbura, Editions Intore.

Union européenne (UE) (2010), *Burundi: rapport final élections communales, présidentielles, législatives, sénatoriales et collinaires 2010*, Bujumbura, Mission d’Observation électorale Union européenne.

Vandeginste, S. (2008), «Burundi: entre le modèle consociatif et sa mise en œuvre», in ; Marysse, S. & al. (eds.), *L’Afrique des Grands lacs. Annuaire 2007-2008*, Paris, L’Harmattan, pp. 55-75.

Vandeginste, S. (2011), “Power-sharing as a fragile safety valve in times of electoral turmoil. The costs and benefits of Burundi’s 2010 elections”, *Journal of Modern African Studies*, 49 (2), pp. 315-335.

Wantchekon, L. (2003) “Clientelism and Voting Behavior: Evidence from a Field Experiment in Benin”, *World Politics*, 55 (3), pp. 399-422.

